

20



NATO Defense College  
Collège de Défense de l'OTAN

NDC OCCASIONAL PAPER

# Divergences entre Israël et les pays européens de l'OTAN sur la sécurité durable de l'Etat d'Israël

Ilan GREILSAMMER

Research Branch • Rome, January 2007



**NATO DEFENSE COLLEGE  
COLLEGE DE DEFENSE DE L'OTAN**

**Academic Research Branch  
Branche Recherche**

**DIVERGENCES ENTRE ISRAEL ET  
LES PAYS EUROPEENS DE L'OTAN  
SUR LA SECURITE DURABLE DE  
L'ETAT D'ISRAEL**

**Ilan Greilsammer**

Edited by Jean Dufourcq  
January 2007

## NATO DEFENSE COLLEGE

NATO Defense College Cataloguing-in-Publication-Data:

**Divergences entre Israël et les pays européens de l'OTAN sur la sécurité durable de l'Etat d'Israël.**

Editor: Jean Dufourcq

p. cm. (NATO Defense College "NDC Occasional Papers Series")

Publications Assistant: Laurence Ammour

The views expressed in this NDC Occasional Paper are the responsibility of the author and do not necessarily reflect the opinions of the NATO Defense College or the North Atlantic Treaty Organisation.

Extracts of this NDC Occasional Paper for academic purposes may be quoted or reprinted without special permission, provided that a standard source credit line is included. To copy, to republish or to post on the world wide web, requires the permission from the NATO Defense College.

**© NDC 2007 all rights reserved**

Copies of this NDC Occasional Paper may be obtained direct from the  
NATO Defense College, Academic Research Branch  
Via Giorgio Pelosi, 1 - 00143 Rome, Italy  
Fax +39-06-50 52 57 97  
E-mail: [research@ndc.nato.int](mailto:research@ndc.nato.int)  
Web site: <http://www.ndc.nato.int>

Printing: 350 copies

Printed and bound by  
CSC. GRAFICA s.r.l. – Via Meucci, 28 - 00012 Guidonia, Roma  
Zona industriale S.Sinforsosa  
Tel 0774 353308 - 0774 354410 Fax 0774 578014

## TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	5
---------------------------	---

<b>INTRODUCTION ET PLAN</b> .....	6
-----------------------------------	---

### **PREMIERE PARTIE**

#### **LES FONDEMENTS HISTORIQUES DES PERCEPTIONS ISRAELIENNES DE LA SECURITE, 1880-1948** .....

1. Les conditions de la sécurité dans la période pré-étatique .....	8
2. Objectifs et moyens de la sécurité .....	11
3. Qu'en est-il des puissances européennes de l'époque? .....	14
4. L'impact de la Shoah .....	16

### **DEUXIEME PARTIE**

#### **PERCEPTIONS ISRAELIENNES DE LA SECURITE ENTRE LA CREATION DE L'ETAT (1948) ET LA GUERRE DES SIX JOURS (1967)** .....

1. Les conditions de la sécurité dans les deux premières décennies .....	19
2. Perceptions de la sécurité durant les premières années .....	21
3. Conceptions européennes de la sécurité durable d'Israël au cours des vingt premières années de l'Etat .....	27
3.1 Première donnée: du point de vue des pays de l'OTAN .....	27
3.2 Deuxième donnée: l'Union européenne .....	28
3.3 Troisième donnée: l'image positive d'Israël en Europe .....	28
3.4 Le rôle primordial de la France .....	29
4. Perspectives américaines de la sécurité d'Israël .....	31

### **TROISIEME PARTIE**

#### **LE GRAND CHANGEMENT: PERCEPTIONS ISRAELIENNES ENTRE 1967 ET LES ACCORDS D'OSLO (1993)** .....

1. Les nouvelles conditions issues de la guerre .....	33
2. L'occupation des territoires a causé des changements importants dans la conception de la sécurité durable en Israël .....	33

3. L'écart entre les conceptions israéliennes et celles des membres européens de l'OTAN se creuse.....	37
--	----

#### **QUATRIEME PARTIE**

<b>PERCEPTIONS ISRAELIENNES DEPUIS OSLO (1993) .....</b>	<b>43</b>
1. La sécurité après Oslo .....	43
2. Changements dans les conceptions israéliennes et critiques européennes.....	46

#### **EPILOGUE**

<b>DIVERGENCES STRATEGIQUES A L'OCCASION DE LA CRISE ISRAELO-LIBANAISE DE L'ETE 2006 .....</b>	<b>61</b>
--	-----------

<b>CONCLUSIONS OPERATIONNELLES.....</b>	<b>62</b>
1. Concernant Israël.....	62
2. Concernant les membres européens de l'OTAN .....	64

<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>68</b>
----------------------------	-----------

## AVANT-PROPOS

Je tiens à remercier le Commandant du Collège, le Lieutenant Général Marc Vankeirsbilck pour son accueil. Ma gratitude va également au Doyen, Samuel Grier, avec qui j'ai eu des discussions très fructueuses sur nos intérêts communs de recherche, en particulier sur le terrorisme et les kamikazes. Je remercie aussi de tout cœur le Brigadier Général Klaus Wittmann pour sa bienveillance et ses excellents conseils.

J'ai eu la chance exceptionnelle d'avoir comme «tuteur» le directeur de la Branche Recherche, mon ami l'amiral Jean Dufourcq dont j'ai beaucoup appris intellectuellement, et je voudrais dire ici à Jean à quel point j'ai apprécié son aide généreuse et ses précieux conseils. L'amiral Dufourcq et sa femme Elisabeth, toujours prête à accueillir les chercheurs avec chaleur et amitié, m'ont permis de me sentir moins seul à Rome, loin de mon pays. Nos discussions professionnelles et amicales ont dépassé de beaucoup l'objet de cette recherche et se sont étendues à de multiples sujets tels que les religions, le christianisme, le judaïsme et l'islam, les politiques européennes, les questions stratégiques, le Proche-Orient, la politique des Etats-Unis, etc. Que Jean trouve ici l'expression de mon respect et de mon amitié.

Ce sont aussi tous les chercheurs de la Branche Recherche que je voudrais remercier ici, pour nos rencontres, nos discussions, nos controverses, nos déjeuners animés et la quantité prodigieuse de cafés que nous avons bus ensemble au mess du Collège. Sans pouvoir les citer tous, je mentionnerai tout particulièrement Laure Borgomano-Loup qui m'a constamment encouragé et fait l'honneur de son amitié, Cees Coops et Carlo Masala et toute l'équipe administrative autour de Ricky Cosby et de Maria Di Martino, une équipe excellente, dévouée et efficace.

Je voudrais enfin mentionner quatre personnes qui ont tout fait pour me faciliter la tâche: Giuseppe Vitiello de la bibliothèque, qui m'a assisté dans mes recherches bibliographiques, Julie Dixon qui n'a épargné aucun effort pour m'épauler quand j'avais besoin d'une traduction, André Scialom pour son intelligence et son humour, et enfin Laurence Ammour, grâce à qui ce travail a pu voir le jour dans les meilleures conditions.

Ilan Greilsammer  
Rome, janvier 2007

## INTRODUCTION

Au départ de cette recherche il y a une constatation: l'importance des divergences entre Israël et les pays européens de l'OTAN, concernant les solutions durables au conflit israélo-arabe, et concernant la sécurité d'Israël.

Pourquoi de telles divergences existent-elles, entre des pays qui sont tous des pays démocratiques et pluralistes, qui appartiennent somme toute au même «camp» idéologique, celui de l'Ouest, de la séparation des pouvoirs, des droits de l'homme et de la démocratie, qui sont tous des «Etats de droit», et qui reconnaissent tous le droit à l'existence de l'Etat d'Israël?

Il est incontestable que depuis la guerre des Six-Jours (6 juin 1967), un fossé croissant sur le plan stratégique s'est creusé entre l'Etat juif d'une part, et les pays membres de l'Union européenne (entraînés au début par la France sous la présidence de Charles de Gaulle) d'autre part. Avec le temps, les membres européens de l'OTAN se sont faits plus critiques à l'égard de la politique menée par Israël dans son conflit avec les Palestiniens et avec son environnement arabe, tant sur le plan diplomatique que politique et militaire. Tout en reconnaissant certes le droit d'Israël à se défendre et à vivre en paix et en sécurité dans des frontières sûres, et en rappelant très régulièrement ce droit, les gouvernements européens ont manifesté, à des degrés divers et avec des nuances diverses, leur profonde hostilité envers la façon dont Israël définit et administre le problème de sa sécurité durable.

Inversement, malgré des crises passagères, et quelle que soit l'administration américaine ou le gouvernement israélien en place, Israël et les Etats-Unis ont réussi à maintenir une alliance politique, économique, militaire et stratégique extrêmement étroite et sont, en grande partie, d'accord sur la façon de traiter le conflit israélo-arabe, la sécurité d'Israël, la question palestinienne, le terrorisme et le nucléaire au Moyen-Orient. Les options stratégiques d'Israël constituent donc une pomme de discorde entre pays de l'OTAN. Nous chercherons à comprendre pourquoi.

## Observation préliminaire et plan

Lorsque l'on cherche à analyser les perceptions israéliennes de la «sécurité durable», on s'aperçoit que celles-ci ont considérablement changé, selon quatre grandes périodes:

- 1 Avant la création de l'Etat d'Israël: à l'époque du sionisme et des pionniers, lors de la constitution du *Yichouv* (peuplement) juif de Palestine. C'est une période fondamentale, car constitutive des perceptions par les Juifs de Palestine de leur sécurité face à leur environnement arabe.
- 2 Durant la première décennie de l'Etat d'Israël, de 1948 jusqu'à la guerre des Six-Jours. Cette période couvre la guerre d'Indépendance d'Israël en 1948-49, les années des grandes immigrations, la campagne de Suez de 1956 et la construction de l'Etat
- 3 Les vingt-cinq années qui séparent la guerre de 1967 et les Accords d'Oslo de 1993. Il s'agit d'une période révolutionnaire dans les conceptions de sécurité des Israéliens. Cette époque couvre la guerre de 1967, la guerre du Kippour en 1973, la montée en puissance de l'OLP, l'arrivée au pouvoir de la droite en 1977, la guerre du Liban, la première *Intifada* (1987-1990).
- 4 Enfin, depuis les Accords d'Oslo jusqu'à 2006. Les perceptions de sécurité d'Israël ont été fortement influencées par l'échec des accords d'Oslo, et surtout par l'extrême violence de la seconde *Intifada* (2000-2004). A la fin de ce rapport, le lecteur trouvera quelques enseignements de la guerre au Liban de l'été 2006 ainsi que des conclusions opérationnelles concernant les Israéliens et les Européens.

## PREMIERE PARTIE

### LES FONDEMENTS HISTORIQUES DES PERCEPTIONS ISRAELIENNES DE LA SECURITE. 1880-1948

#### 1. Les conditions de la sécurité dans la période pré-étatique

On ne peut comprendre l'approche israélienne de la sécurité sans remonter aux origines de l'Etat juif et aux problèmes de défense qui ont entouré sa naissance. Rappelons qu'il y a toujours eu des Juifs en terre de Palestine/Israël, vivant aux côtés de la population locale majoritaire. Au cours des siècles, tout au long du Moyen-âge et à l'époque moderne, des Juifs sont venus s'installer sur cet étroit territoire, en général des hommes très pieux qui arrivaient pour des raisons religieuses, pour y prier, y étudier et y être enterrés. Ces Juifs s'établissaient dans l'une des «villes saintes» du Judaïsme: Jérusalem, Tibériade, Safed, Hébron. Ils n'avaient strictement aucune aspiration d'ordre politique ou national, ne demandaient rien, et n'étaient perçus comme un danger ni par la population autochtone ni par la puissance occupante du moment (Arabes, Turcs ou autres).

Le problème «sécuritaire» ne se pose qu'à partir de la naissance du sionisme, c'est-à-dire de la création du mouvement des Amants de Sion en Europe (1881), un mouvement qui prône et organise l'installation des premiers immigrants juifs modernes en terre sainte en vue de créer un jour un Etat juif.

A partir de 1881, se développe la «première *aliyah*» -la première vague d'immigration juive en Palestine- avec la création des premiers points d'implantation. Les vagues suivantes auront lieu en 1905-1906 (2ème *aliyah*), 1918-1919 (3ème *aliyah*), 1924-1925 (4ème *aliyah*), 1933-1939 (5ème *aliyah*). A chaque vague d'immigration, la population juive locale augmente sensiblement, tout en restant très nettement minoritaire. Ce qu'il faut déjà noter, c'est que ce qui a incité ces immigrants juifs à quitter l'Europe, c'est l'antisémitisme dont ils avaient souffert dans leurs pays d'origine. Leur vision du monde était façonnée par les pogromes, les attaques contre les quartiers juifs, les violences et

les assassinats. Dès l'origine, leur vision de la «sécurité des Juifs» était marquée par ce passé qui, pour eux, ne devait jamais se répéter.

Le sionisme est né d'une désillusion à l'égard de la théorie selon laquelle le progrès de la civilisation occidentale, et européenne en particulier, pouvait résoudre la «question juive».

Jusqu'à la première guerre mondiale, une relative bonne entente régnait entre les autochtones et les pionniers juifs qui avaient établi sur place leurs implantations, bourgades et villages, sous le contrôle de la puissance turque. Il y avait certes de multiples «accrochages» entre voisins, des intrusions dans les fermes et les propriétés juives, et des disputes souvent âcres pour le contrôle des points d'eau, seule «richesse» d'un pays aride. Les premiers gardes juifs armés firent rapidement leur apparition mais, à l'époque, il n'y en avait guère besoin car les notables arabes envoyaient des hommes à eux pour garder les localités juives.

Les immigrants de la «seconde *alyiah*» émirent de très vives critiques à l'égard des premiers pionniers, parce que ceux-ci avaient accepté que des gardes non-juifs surveillent leurs localités. Sur l'initiative d'Israël Shohat, quelques-uns de ces nouveaux arrivants, dont Itzhak Ben Zvi et Alexandre Zeid, se réunirent à Jaffa en 1907 et décidèrent de mettre sur pied une société secrète de défense appelée *Bar-Giora* (du nom de Simon Bar-Giora, chef militaire lors de la révolte contre les Romains en 66-70). En 1909, ce premier groupe armé fusionnera avec une nouvelle organisation d'auto-défense appelée *Hachomer* (Le Gardien). Les fondateurs de l'*Hachomer* avaient tous vécu les terribles pogromes de Russie, et ne voulaient qu'une chose: que les Juifs d'Eretz-Israël soient beaucoup plus aptes à se défendre que leurs coreligionnaires de la diaspora. Le centre de leur organisation armée était à Sejera en Basse-Galilée, et celle-ci offrait ses services de défense aux localités juives moyennant un paiement annuel. Quand le Fonds National Juif commença à acheter des terres aux propriétaires arabes dans la Vallée de Jézreel, on décida d'employer les membres de l'*Hachomer* pour protéger les nouvelles terres acquises contre les incursions. Toutefois, le nombre des membres de l'*Hachomer* ne dépassa jamais une centaine, et on décida finalement de faire de ses membres des agriculteurs dans les localités de Galilée: Tel-Adashim, Kfar Giladi et Tel-Hay.

Peu à peu l'inquiétude des autochtones arabes commença à s'accroître face au nombre croissant des nouveaux arrivants et, surtout, lorsqu'ils comprirent que l'intention des Juifs était bel et bien de

constituer un «foyer national» en Palestine, en préparation d'un Etat juif pleinement souverain. Ce «réveil» coïncide avec la grande vague de nationalisme arabe qui prend son essor durant la première guerre mondiale. Une étape absolument décisive dans la prise de conscience arabe a été la proclamation de la Déclaration Balfour en 1917 dans laquelle la Grande-Bretagne promettait officiellement aux Juifs d'aider à la création du «foyer national juif» si toutefois l'Angleterre obtenait le mandat sur la Palestine à la fin de la guerre.

Sous la houlette de leurs dirigeants, *muftis* d'une part et grandes familles palestiniennes d'autre part, les habitants arabes ont commencé à harceler et à attaquer les localités juives, ce que l'on peut à juste titre considérer comme le début du conflit israélo-arabe. A l'époque, les localités juives étaient à la fois très peu nombreuses, disséminées et isolées, et très souvent encerclées par des villages arabes.

Dès ces années (1919-1920), le souci primordial des pionniers juifs était de préserver les points d'implantation juifs contre les attaques à l'arme blanche et à l'arme à feu des bandes armées arabes. Dans cette époque pré-étatique, la sécurité signifiait avant tout assurer la défense physique des localités juives contre les attaques des bandes armées.

C'est en juin 1920 qu'est fondée la *Hagana* (Défense), qui va être l'organisation militaire juive jusqu'à la création de l'Etat et de *Tsahal* en 1948. Durant les neuf premières années de son existence, la *Haganah* était une organisation assez souple composée de groupes d'auto-défense locaux dans les villes et les villages juifs. Mais les violences déclenchées en 1929 par les Arabes sous la conduite du *mufti* ont complètement modifié cette organisation. Elle devint dès lors un très large ensemble regroupant presque tous les jeunes hommes et les adultes des localités juives, atteignant rapidement plusieurs milliers de membres. Elle organisa leur formation militaire et instaura des cours pour les officiers, créa des dépôts d'armements et s'approvisionna en armes légères en Europe, tout en entreprenant une production secrète.

C'est durant les années 1936-39, à l'époque de la grande «révolte arabe», que la *Haganah* se transforma en une véritable force militaire. Après l'établissement d'une force de police des colonies juives, c'est en 1938 que furent créées les Unités Spéciales Nocturnes sous le commandement du capitaine Orde Wingate.

## 2. Objectifs et moyens de la sécurité

Durant cette période agitée de l'entre-deux guerres, il n'existe pas encore de conception juive de la «sécurité durable» mais seulement la recherche de moyens pratiques, et souvent improvisés, de se préserver contre les Arabes. Ces moyens étaient, à mon sens, de trois ordres:

- 1 L'appel des dirigeants du *yichouv* juif de Palestine à la puissance gouvernante, la Grande-Bretagne (et à ses représentants en Palestine), pour qu'elle tente de préserver l'ordre public et de protéger les quartiers juifs des villes mixtes et les localités juives. D'une façon générale, cet appel ne connut pas de grand succès, car les Anglais n'étaient pas particulièrement intéressés par cette question, et parce que, à partir de la fin des années vingt, ils sont toujours plus soucieux de satisfaire la partie arabe en limitant l'immigration juive. On peut très bien comprendre que Londres avait beaucoup plus d'intérêts politiques, stratégiques et économiques dans le monde arabe que dans la petite communauté juive de Palestine.
- 2 Le renforcement de la *Haganah*, qui sera le creuset de *Tsahal*, l'Armée de défense d'Israël. Déjà, se dessinent les grandes lignes des conceptions qui gouverneront plus tard la perspective militaire israélienne. Tout d'abord, l'accent est mis sur la qualité des hommes: le soldat juif doit avoir une forte motivation, être idéologiquement formé, ne pas avoir peur d'être minoritaire face à la masse de ses ennemis, être conscient du patrimoine juif, croire en l'égalité des jeunes filles dans la lutte, etc. D'autre part, l'accent est mis très tôt sur la technologie: l'acquisition des armes les plus sophistiquées du moment, l'imagination et la créativité dans le développement de nouvelles armes.
- 3 Enfin, il y eut de multiples tentatives de conciliation avec la population locale afin de lui prouver que la création d'implantations juives dans le cadre du «foyer national juif» ne se ferait pas au détriment de la population autochtone, ce que l'on pourrait qualifier de «moyens non militaires» visant à garantir la sécurité durable.

En effet, depuis le début, les pionniers ne mettaient pas du tout leurs espoirs dans des solutions purement militaires. Beaucoup d'entre eux écrivent et parlent en termes de compromis, de solutions civiles, de

conciliation, de partage, d'entente; ainsi en est-il du grand idéologue du sionisme et «père spirituel» des *kibboutzim*, Aharon David Gordon. Mais dans l'ensemble, toutes les tentatives de conciliation judéo-arabes ont échoué, en grande partie du fait que la population locale était alors gouvernée par des chefs religieux extrémistes et fanatiques, pour qui toute présence juive en terre d'Islam était intolérable.

Il y a toujours eu parmi les pionniers, comme plus tard au sein de l'Etat, des partisans de «La Paix Maintenant», dont le credo était l'hostilité à l'usage de la force et la nécessité d'explorer toutes les voies diplomatiques possibles. Dès la première guerre mondiale, l'option de la négociation fut explorée. Quelques tentatives avaient été menées par des groupes sionistes pour établir des contacts avec les nationalistes arabes. Une importante réunion s'était tenue, par exemple, entre Nahoum Sokolow, membre éminent de l'Exécutif sioniste, et des leaders arabes. De son côté, le leader de l'Organisation Sioniste, Haim Weizmann, avait réussi à s'entendre avec l'Emir Fayçal qui était à l'époque considéré comme le leader du nationalisme arabe. Le 3 janvier 1919, les deux hommes signèrent un accord établissant la «collaboration la plus étroite possible dans le développement de l'Etat arabe et de la Palestine». Mais cet accord fut très vite rejeté avec mépris par les nationalistes arabes. Les plus conciliants parmi les Juifs du *yichouv* allaient jusqu'à renoncer à l'idée de création d'un Etat juif, pensant qu'un tel Etat ne serait jamais accepté par la population arabe du pays, qu'il serait forcément chauvin et nationaliste, et qu'une guerre terrible et fratricide déchirerait les deux populations. Le mouvement intellectuel *Brith Chalom* (Alliance de Paix), dont faisaient partie, entre autres le philosophe Martin Buber et le président de l'Université hébraïque, Dr Magnes, ainsi que le mouvement des *kibboutzim Hachomer Hatzair* (Le Jeune Gardien), préconisaient ainsi la création d'un Etat binational judéo-arabe, qui leur paraissait être la solution à tous les problèmes. Le philosophe Martin Buber, en particulier, écrivit des pages très fortes contre le chauvinisme nationaliste et le militarisme.

A l'opposé, dès les années trente, le mouvement révisionniste de Wladimir Zeev Jabotinsky estimait d'une part que l'Etat juif devrait s'étendre sur toute la terre d'Israël biblique, c'est-à-dire sur les deux rives du Jourdain, et d'autre part que jamais les Arabes n'accepteraient la présence juive en Palestine et que par conséquent il faudrait user de la force à leur égard. On a là déjà, dans son parti, le Parti des

Révisionnistes, la conception d'une sécurité durable uniquement fondée sur la force, les armes, la violence et la dissuasion. Déjà, l'organisation de jeunesse du mouvement révisionniste, le *Bétar* (*Brit Trumpeldor*, l'Alliance de Trumpeldor), s'était constituée sur le modèle d'une milice paramilitaire, largement inspirée de l'exemple fasciste. L'expérience de ces jeunes provenait de ce qu'ils avaient vécu en Russie et en Europe de l'est face aux pogromes.

La résistance arabe à l'immigration juive ne cessa de se durcir au cours des années vingt et des années trente. L'homme qui joua le rôle fondamental dans l'opposition violente des Arabes au sionisme fut Hadj Amin al-Husseini, le grand *mufti* de Jérusalem, qui avait un immense pouvoir sur les foules autochtones et les incitait à user de violence, en prétendant que les Juifs voulaient s'emparer de la mosquée Al-Aqsa et la détruire (thème récurrent de la propagande arabe contre Israël). Plus tard, le *mufti* collaborera étroitement avec les nazis. En 1929, à son instigation, se produisirent des heurts extrêmement graves dans différentes villes du pays et des villageois arabes attaquèrent plusieurs localités juives, le pogrome principal ayant lieu à Hébron, dont la population juive fut massacrée ou dut s'enfuir. A la suite des massacres de 1929, la sécurité du *yichouv* juif fut beaucoup renforcée et les pionniers durent se poser des questions fondamentales sur le plan stratégique.

C'est en 1936 que se produisit la «grande révolte arabe» au cours de laquelle de très nombreuses bandes armées tentèrent d'attaquer des localités juives isolées. Comme toujours à l'époque, la stratégie juive fut purement défensive. Les *kibboutzim* étaient entourés de clôtures de fil de fer, de tranchées, et des miradors surveillaient les alentours, le but étant essentiellement de repousser les attaques.

Une partie intégrante de la stratégie de défense était d'essayer de faire venir de plus en plus de Juifs en Palestine pour accroître le potentiel démographique de la population juive, face à une population arabe très supérieure en nombre. C'est dans les années trente que de jeunes *sabras*, nés dans le pays et enfants de pionniers, parmi lesquels des hommes aussi importants que Moshe Dayan ou Igal Allon, commencèrent à élaborer de nouvelles thèses sécuritaires fondées sur le développement de la force armée, comme Anita Schapira<sup>1</sup> l'a montré dans une recherche excellente consacrée à ce sujet.

---

<sup>1</sup> Anita Schapira, *Land and Power. The Zionist Resort to Force 1881-1948*, New York, Oxford University Press, 1991.

### 3. Qu'en est-il des puissances européennes de l'époque?

Il faut reconnaître que le seul pays qui compte vraiment à l'époque, du point de vue de la Palestine, c'est la Grande-Bretagne. Le seul autre pays européen intéressé est la France, qui a des visées sur la région, mais il faut rappeler l'Accord Sykes-Picot et le fait qu'à la fin de la première guerre mondiale, l'Angleterre a reçu le mandat de la SDN sur la Palestine alors que la France a consolidé sa présence en Syrie et au Liban.

La Grande-Bretagne, puissance majeure au Moyen-Orient, est de plus en plus inquiète des tensions entre Juifs et Arabes. La seule chose qui l'intéresse est de rétablir le calme intérieur, pour garantir son pouvoir et sa position stratégique. Elle tente en vain de ramener l'ordre public en montant les uns contre les autres et en «divisant pour régner», mais dans les années trente, devant la multiplication des heurts judéo-arabes et la montée des tensions en Europe, Londres considère de plus en plus que l'intérêt de la Grande-Bretagne est de se rapprocher du monde arabe. C'est pourquoi des restrictions sont progressivement apportées à l'immigration juive, et en 1939 la Grande-Bretagne adopte le fameux Livre Blanc, tournant fondamental, qui ferme en fait les portes de la Palestine aux Juifs comme le voulaient les Arabes, au moment même où les Juifs d'Europe allaient être prisonniers et victimes de l'hitlérisme.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, en 1939, les Juifs de Palestine et l'Organisation sioniste mondiale se trouvent face à un dilemme. En effet, d'un côté, avec son «Livre blanc», l'Angleterre est une puissance hostile aux Juifs et aux objectifs du sionisme. Mais d'un autre côté, l'Angleterre est la première puissance dans le combat face aux Nazis. Que faire? La décision fut prise au sein du mouvement sioniste (avec la seule opposition d'une partie des Révisionnistes) de participer entièrement et sans aucune réserve à l'effort de guerre de la Grande-Bretagne, sans cesser pour autant de combattre le Livre Blanc.

C'est ainsi qu'un grand nombre de jeunes pionniers décidèrent de s'engager dans la «Brigade juive» au sein des forces britanniques, fait très important car il allait contribuer à donner une formation militaire à ces jeunes gens et les préparer à être les cadres de la future armée israélienne. Il faut toujours insister sur ce point: les conceptions stratégiques de *Tsahal* seront très largement influencées par le contact

entre la Brigade juive et les militaires britanniques. Ainsi, la période de formation de *Tsahal* a été britannique.

A l'époque, la personnalité qui joue un rôle fondamental dans la formulation de la stratégie de défense d'Israël est David Ben Gourion, qui jouissait d'un pouvoir politique et intellectuel quasi absolu dans les cercles dirigeants. Lors de la guerre d'indépendance, Ben Gourion s'opposera fermement à la continuation de l'existence des milices armées, qu'elles soient «de droite» (comme l'*Irgoun* ou le Groupe Stern) ou «de gauche» (comme le *Palmach*), et il leur donnera l'ordre de les fusionner pour constituer *Tsahal*, l'Armée de défense d'Israël. Comme il semblait que l'Irgoun, dirigé par Menachem Begin, ne veuille pas désarmer, Ben Gourion donne l'ordre de tirer sur un navire, l'*Altalena*, qui apportait des armes à cette milice, et le fit couler. Cet épisode fut extrêmement important, car c'est depuis lors qu'il ressort que l'armée israélienne doit être constamment inspirée et dirigée par un commandement unifié.

Sur le plan militaire, la stratégie qui caractérise la période précédant la création de l'Etat d'Israël était dominée par deux considérations majeures:

- 1 Garantir l'arrivée continue des nouveaux immigrants juifs (qui étaient d'ailleurs principalement les rescapés des camps de concentration nazis, regroupés en Europe). Comme la Grande-Bretagne continuait à s'opposer à leur venue et à bloquer les côtes de Palestine, il s'agissait surtout d'organiser et d'accompagner l'immigration illégale.
- 2 Forcer «militairement» les Britanniques à remettre la question de la Palestine entre les mains de l'ONU. C'est l'objectif des milices juives qui multiplient les attentats et les actions armées contre les Anglais en 1946-47. Cette époque est celle du seul «conflit armé israélo-européen» de l'histoire, un conflit très violent. Toutefois, cette politique du «terrorisme juif» portera ses fruits, puisqu'en 1947 le gouvernement de Londres, exaspéré, remet la question de Palestine à la décision de l'ONU. Le Comité d'enquête UNSCOP visite longuement la Palestine déchirée et à feu et à sang, et va finalement recommander la partition en deux Etats, l'un juif et l'autre arabe. Cette recommandation sera adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU par le vote historique du 29 novembre 1947.

Il est certain qu'à l'approche de la proclamation de l'Etat d'Israël en mai 1948, et alors que la tension ne cesse de croître entre Juifs et Arabes de Palestine, l'une des considérations sécuritaires majeures des dirigeants juifs a été d'éviter qu'un nombre trop important d'Arabes ne se maintiennent à l'intérieur de l'Etat juif dont la carte avait été dessinée par l'ONU. C'est ainsi qu'au cours de la guerre d'indépendance, des actes de violence et des atrocités ont été commis dans le but de causer la fuite des villageois. Cela étant, on ne peut qu'accepter la thèse développée par Benny Morris<sup>2</sup>, selon laquelle il n'y a jamais eu de «politique d'ensemble», ou encore un «plan général» visant à entraîner la fuite de «toute» la population arabe, une sorte de purification ethnique en Palestine comme certains le prétendent aujourd'hui.

#### 4. L'impact de la Shoah

C'est ici qu'il faut réserver une place toute particulière à l'impact de la Shoah (1939-1945) sur ce que vont être les conceptions de défense en Israël.

Durant la Shoah, environ six millions de Juifs d'Europe ont été exterminés par les Nazis. Le peuple juif a été en grande partie anéanti. Les Juifs de Palestine, comme leurs coreligionnaires juifs américains ou britanniques, ainsi que ceux du monde entier, ont assisté avec désespoir et impuissance à cette extermination, sans pouvoir l'empêcher. L'Etat d'Israël a été créé trois années à peine après la fin de la Shoah, par des hommes et des femmes dont la famille avait souvent péri dans les camps nazis; leur conception de la défense d'Israël a donc fortement été influencée par la Shoah et, à mon sens, cette influence perdure encore aujourd'hui.

Quels enseignements en ont été tirés?

- 1 La Shoah a montré que le peuple juif ne peut compter sur aucun autre pays pour sa survie. En définitive, tout Etat, même le plus amical à l'égard des Juifs, agit selon ses propres intérêts, et le peuple juif ne peut exiger des autres nations qu'elles viennent à son secours. Le fait même que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les deux puissances alliées majeures, aient refusé de bombarder les voies ferrées menant à Auschwitz car cela ne correspondait pas à leurs plans stratégiques,

---

<sup>2</sup> Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

alors que cela aurait pu retarder l'extermination et sauver des dizaines ou même des centaines de milliers de Juifs, montre bien qu'Israël ne doit compter que sur ses propres forces. Cela signifie qu'il faut constituer une armée suffisamment forte pour battre seule et sans aide extérieure les pays ennemis. Cela implique également la constitution d'une industrie d'armement totalement autonome, capable de garantir l'indépendance de l'armée juive vis-à-vis de fournisseurs susceptibles de faire défaut, ainsi que la diversification des sources d'approvisionnement en armes pour ce qu'Israël ne peut pas produire lui-même. Cela signifie aussi que rien ne sert de se fonder sur des garanties internationales, forcément aléatoires.

Posséder l'arme absolue, ne compter que sur sa propre armée, être constamment plus fort que tout adversaire potentiel, être rigoureusement certain d'obtenir toujours les approvisionnements stratégiques nécessaires et ne jamais se trouver en manque, éduquer les futures générations de soldats dans l'idée qu'il ne faut compter que sur sa propre force, telles sont les leçons de la Shoah qui ont façonné la pensée sécuritaire d'Israël.

- 2 Dans l'esprit des Israéliens, un régime dictatorial avait décidé d'exterminer la totalité du peuple juif, il n'a réussi qu'en partie. L'Etat d'Israël représente à la fois les morts et les survivants. Pour la survie du peuple juif, l'objectif absolu doit être de garantir à tout prix la sécurité de l'Etat d'Israël. S'il existe une arme susceptible d'empêcher en dernière extrémité, au cas où elle serait projetée, la destruction de l'Etat d'Israël, cette arme doit être obtenue à titre de dissuasion. On note ici l'importance de l'arme nucléaire. Dès le moment où il fut clair que seule l'arme nucléaire représentait cette dissuasion absolue, il est apparu comme un impératif que l'Etat juif l'obtienne à tout prix.
- 3 L'avenir des relations entre l'Occident et Israël devra inclure le sentiment profond qu'ont les Israéliens jusqu'à aujourd'hui: la Shoah est la «dette morale totale» de l'Occident -et spécialement de l'Europe- à l'égard d'Israël. Ce qu'Israël attend des pays qui, en 1949, constituent le Traité de l'Atlantique Nord, c'est un soutien total et sans faille à la sécurité de l'Etat né des cendres des crématoires. La République Fédérale d'Allemagne devra être la première à payer pour ses crimes en soutenant matériellement et militairement Israël. L'Italie aussi, qui était l'alliée d'Hitler, a édicté des lois raciales et laissé assassiner une partie de sa population juive. Les pays sur le sol

desquels l'extermination des Juifs s'est produite, comme la France, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, la Norvège, le Danemark, devront «moralement» soutenir le pays qui a accueilli les rescapés de leurs communautés détruites. L'Angleterre, qui a fermé de façon criminelle les portes de la Palestine au moment le plus crucial pour les Juifs et a détourné et parfois coulé les navires chargés de survivants, devra elle aussi «réparer ses fautes». Bref, dans la conception israélienne, l'Alliance atlantique devra faire de l'existence d'Israël l'un de ses objectifs principaux.

**DEUXIEME PARTIE**  
**PERCEPTIONS ISRAELIENNES DE LA SECURITE**  
**ENTRE LA CREATION DE L'ETAT (1948)**  
**ET LA GUERRE DES SIX JOURS (1967)**

**1. Les conditions de la sécurité dans les deux premières décennies**

Le problème sécuritaire d'Israël a dès le départ été dominé par le refus général, total et absolu du monde arabe et islamique de reconnaître le droit à l'existence d'un Etat juif en Palestine et le partage du territoire décidé par l'Organisation des Nations unies, en même temps que par l'amélioration lente et progressive du potentiel militaire arabe.

Rappelons, car ceci est imprimé dans la conscience des Israéliens, que dès le lendemain de la proclamation de la naissance de l'Etat juif par Ben Gourion, l'ensemble des armées arabes ont attaqué le nouvel Etat sur tous les fronts, dans le but de l'écraser et de le détruire. Le danger de destruction totale a été perçu comme très réel et imminent, même si, aujourd'hui, un certain nombre de «nouveaux historiens» remettent en question l'état des armées arabes de l'époque, quantitativement et qualitativement, et soulignent la supériorité d'Israël dans tous les domaines. Au cours de la guerre dite «d'indépendance» (1948-49), Israël a battu et mis en déroute toutes les armées arabes qui l'avaient attaqué. Seule la Transjordanie du roi Abdallah Ier a profité des combats pour annexer la partie de la Palestine que l'ONU avait réservée à l'Etat arabe, constituant avec les deux rives du Jourdain le Royaume hachémite de Jordanie. De très nombreux livres ont été écrits sur la stratégie militaire, brillante et originale, d'Israël durant cette guerre et je n'entrerai pas dans les détails. La motivation du soldat juif, le souvenir immédiat de la Shoah, l'aide des communautés juives et la désorganisation arabe ont joué un rôle crucial dans l'issue de cette guerre. N'oublions pas cependant que les pertes en hommes du côté israélien ont été très importantes.

Cette guerre ne s'est pas terminée par des traités de paix définitifs avec les Arabes, mais seulement par des accords d'armistice, fragiles et provisoires, signés à Rhodes en 1949. Des lignes de démarcation sont tracées, mais ce ne sont en aucun cas des frontières. Les pays arabes ont, dès la fin de cette guerre, annoncé qu'il ne s'agissait que d'un «premier round», qu'ils continuaient à refuser l'existence d'Israël, et qu'ils poursuivraient la guerre contre Israël par tous les moyens jusqu'à sa disparition totale. En 1950 les membres de la Ligue arabe conclurent un accord de sécurité collective contre le «danger sioniste» et les «aspirations expansionnistes sionistes». Ils ont continué à appeler à l'exécution des résolutions de l'ONU demandant le rapatriement inconditionnel des réfugiés arabes et la limitation géographique d'Israël au plan de partage de l'ONU de 1947. La destruction d'Israël devint un axe fondamental de la politique arabe. La Ligue arabe instaura un vaste boycott pour dissuader les hommes d'affaires et les sociétés européennes de commercer avec Israël.

Il est vrai qu'au niveau international, cette menace envers l'existence d'Israël n'a pas toujours été prise très au sérieux. Les résultats de la guerre d'indépendance, la puissance et le prestige de *Tsahal*, l'estime accordée au soldat juif face au mépris (teinté de racisme) à l'égard du soldat arabe, l'état médiocre des armées arabes, ont persuadé de nombreux Européens que l'Etat juif n'était pas «vraiment» en danger. Au contraire, pour les Israéliens, cette menace était bien réelle et devait être contrée par la supériorité militaire et stratégique d'Israël.

L'un des éléments les plus inquiétants de cette menace résidait dans le fait qu'à la fin des combats de la guerre d'indépendance, de très nombreux Arabes palestiniens résidaient à l'intérieur des frontières du nouvel Etat. Ils reçurent immédiatement la pleine et entière citoyenneté du pays, mais ils furent considérés comme une «cinquième colonne», alliée à l'ennemi, qui, en cas de guerre, risquait de faire cause commune avec les armées arabes.

Après 1948, le principal souci sécuritaire d'Israël est constitué par les infiltrations de Palestiniens qui cherchent à revenir dans leurs villages abandonnés, certains sans but agressif, d'autres, les *fedayin*, dans le but de causer des pertes aux populations civiles: ils posent des mines, des colis piégés, font des incursions armées dans les villages de la frontière. Au cours de la période 1951-56, environ 400 Israéliens furent tués et 900 blessés par ces *fedayin*. Il y eut durant cette même période

environ 3000 heurts entre l'armée israélienne et les bandes armées en territoire israélien, et quelque 6000 tentatives d'attentat, sabotage ou autres. Les *fedayin* provenaient essentiellement de la bande de Gaza et étaient organisés et financés par l'Égypte, surtout après la prise de pouvoir des Officiers Libres du général Naguib et la montée en puissance de Gamal Abdel Nasser.

## 2. Perceptions de la sécurité durant les premières années

Durant les années suivantes, «sécurité durable» signifiera donc pour Israël une activité intense sur des plans très différents:

1. Sur le plan diplomatique, tenter d'isoler le monde arabe dans son refus de l'existence d'Israël en développant des relations de tous ordres avec tous les pays qui les accepteraient. Le but était d'être reconnu par tous les pays possibles, et de tisser le maximum de liens étroits avec le maximum de pays. Israël a mis au service de cet objectif d'importants moyens.

Dans ce contexte, les relations entre Israël et la République fédérale allemande prennent une importance très particulière. Du point de vue du premier ministre David Ben-Gourion, l'acceptation, pourtant extrêmement douloureuse sur le plan moral, des importantes «réparations» allemandes offertes par Konrad Adenauer en «compensation» des crimes de la Shoah, était non seulement indispensable à l'économie d'Israël mais surtout à sa sécurité.

Dans les années cinquante, Bonn ne voulait pas établir de relations diplomatiques formelles avec l'Etat d'Israël. Le parti démocrate-chrétien au pouvoir avec Adenauer (CDU) craignait que les pays arabes ne prennent des mesures de rétorsion à l'égard de la RFA et ne reconnaissent, à titre de sanction, le régime communiste de l'Allemagne de l'Est. Par contre, Konrad Adenauer était prêt à verser à Israël de très importantes sommes d'argent à titre de «réparations», pour aider à faire démarrer le jeune Etat sur le plan économique, phénomène paradoxal de la part de l'Allemagne: une aide financière massive à Israël en l'absence de relations diplomatiques formelles.

Ce n'est qu'en 1965, avec Ludwig Erhardt et Lévi Eshkol, que la RFA et Israël établiront des relations diplomatiques pleines et entières. A cette époque, vingt ans après la fin de la seconde guerre mondiale, et

après le procès d'Adolf Eichmann tenu en 1961, l'établissement de ces relations ne fera plus scandale. Désormais l'Allemagne de l'Ouest deviendra l'un des piliers du soutien à Israël dans la communauté européenne et dans l'Alliance atlantique.

Durant les années cinquante, les relations d'Israël se sont développées principalement avec les pays européens de l'Alliance atlantique, avec les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique. Mais il faut certainement placer la France au premier rang. La IVème République a été une période extrêmement fructueuse pour l'amitié France-Israël. Les différents partis politiques français, MRP et SFIO en tête, mais aussi les radicaux, l'UDSR, le RPF, les indépendants, soutenaient vigoureusement l'Etat juif dans toutes ses entreprises. Parmi les forces hostiles à Israël il n'y avait guère que l'extrême-droite, par exemple le parti poujadiste, marqué par l'antisémitisme, et le Parti Communiste Français par suite de son alignement sur Moscou, qui critiquaient Israël. Tous les gouvernements français dits de «troisième force» soutinrent très activement l'Etat juif, sans aucune réticence. Mais les relations franco-israéliennes atteignent leur apogée en 1956, avec l'avènement du gouvernement de Front Républicain de Guy Mollet. C'est véritablement l'âge d'or des relations entre les deux pays. Cette compréhension et ce soutien vont surtout se manifester lors de l'opération de Suez menée en commun. On peut dire qu'à l'époque de la campagne de Suez, la France et Israël auront été véritablement à l'unisson concernant la sécurité durable de l'Etat juif.

2. Protéger les frontières du pays contre toute infiltration extérieure. Du fait de l'exode des Palestiniens au cours de la guerre de 1948, un grand nombre d'entre eux sont devenus des réfugiés des camps situés dans les pays limitrophes d'Israël. Ces camps se trouvent surtout en Cisjordanie, ainsi que dans la bande de Gaza sous autorité égyptienne. Certains camps palestiniens jouxtent la frontière. Ces réfugiés sont systématiquement «utilisés» par la Jordanie et l'Egypte pour entretenir l'insécurité aux frontières d'Israël. Ces pays encouragent des groupes de *fedayin* à franchir les lignes de démarcation et à aller commettre des attentats en territoire israélien. Israël met en place une police des frontières et s'efforce de lutter contre les infiltrations, tout en répétant l'axiome selon lequel il ne permettra pas aux réfugiés arabes de Palestine de revenir en Israël. A l'époque, du point de vue israélien, la question des

«réfugiés arabes» (comme on les appelle) n'est absolument pas négociable. La thèse israélienne est très simple et même simpliste: ces réfugiés doivent être absorbés et intégrés par les 21 Etats arabes qui entourent Israël. Ces Etats possèdent d'immenses territoires, ils ont la capacité de donner aux réfugiés leur nationalité.

**3.** Attirer le maximum d'immigrants juifs pour développer le potentiel démographique d'Israël. Cet objectif correspondait d'abord à des considérations d'ordre idéologique liées au sionisme. Le sionisme classique (qui a été très vivace jusque dans les années 1980) «nie» la diaspora et recherche le départ des Juifs de leur «exil». Il prône le «rassemblement des Exilés» en Terre d'Israël et estime que le judaïsme de la dispersion finira par s'assimiler et par s'éteindre. L'une des caractéristiques du pouvoir politique en Israël, contrairement à d'autres pays, est son caractère idéologique: l'immigration du maximum de juifs en Israël est un objectif suprême.

Ainsi, les premières vagues d'immigration après la naissance de l'Etat (Juifs du Yémen et d'Irak), et l'immigration dite «de masse» des années cinquante (Juifs du Maghreb), qui ne comportaient guère de personnes de haut niveau socio-culturel, a d'abord eu une signification «idéologique»: sauver à tout prix le judaïsme de diaspora en faisant «monter» ces communautés vers Israël. L'immigration juive a donc eu un sens idéologique et religieux, bien avant d'avoir une signification stratégique.

Mais il est évident que la construction d'une grande armée face aux armées arabes quantitativement beaucoup plus nombreuses, l'établissement d'une économie solide reposant sur une main d'œuvre suffisante, permettant à l'Etat de subsister sur le long terme, supposaient également que le potentiel démographique d'Israël augmente considérablement. Le petit Etat se trouvait confronté aux dizaines de millions d'habitants des pays arabes et islamiques, et ne pouvait rester limité aux 650.000 citoyens qu'il comptait à la naissance d'Israël. Intégrer en Israël des millions de Juifs de la diaspora, si possible ayant un certain niveau d'éducation (c'est-à-dire venant de l'Ouest) était donc aussi une considération stratégique. Rappelons que lors de la guerre de 1948-49, *Tsahal* manquait cruellement de combattants, et que beaucoup de nouveaux immigrants, dont des rescapés des camps de la mort, étaient conscrits dès leur descente du bateau.

L'un des aspects «stratégiques» de l'immigration va se manifester par la création, sur tout le pourtour du pays, de «villes de développement» nouvelles, créées de toutes pièces pour «tenir» les frontières. L'idée était d'établir des centres de population tout le long des frontières avec le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte. C'est ainsi que naquirent les villes de Beth Shean, Netivot, Ofakim, Dimona, etc.

4. Garantir à long terme les approvisionnements stratégiques du pays. Précisons que l'Etat d'Israël n'a pas de matières premières ni de ressources stratégiques propres. Dès le début, il s'agit d'un pays qui a dû importer toutes ses matières premières et énergétiques: son charbon, son gaz naturel et surtout son pétrole. Bien entendu, Israël ne pouvait obtenir son pétrole au Moyen-Orient. Un objectif stratégique majeur a toujours été la diversification des approvisionnements en matières premières. Comme l'ensemble des pays arabes et islamiques était «fermé» du point de vue d'Israël, et comme à partir de 1949 l'Union soviétique et ses satellites d'Europe de l'Est et d'Asie se sont rangés dans le camp le plus violemment hostile à Israël, les quatre «régions» vers lesquelles Israël s'est orienté pour garantir ses approvisionnements ont été l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du nord, l'Amérique du sud et l'Afrique.

5. Garantir sur le très long terme la supériorité militaire d'Israël sur toutes les armées arabes. Cette supériorité ne pouvait être basée sur la quantité, sur le nombre de soldats mobilisés. Jamais Israël ne parviendrait à battre les armées arabes sur la base du nombre de ses soldats ou de la quantité de ses armes. La supériorité ne pouvait être fondée que sur:

- a- la motivation du soldat israélien. Il fallait porter à son maximum sa volonté de se battre pour défendre son peuple et sa patrie, et lui faire assimiler que, après la Shoah, Israël restait le seul «rempart» du peuple juif, c'est-à-dire de lui-même et de sa famille;
- b- la qualité de l'entraînement du soldat, et en particulier des unités d'élite, dont on doit obtenir qu'elles soient parmi les meilleures du monde. L'entraînement a été fondé sur le développement de qualités telles que l'invention, l'imagination, la créativité, l'originalité, la surprise;
- c- le haut niveau des officiers, qui doivent être extrêmement motivés et d'un courage à toute épreuve, des meneurs d'hommes qui seront toujours les premiers à combattre à la tête de leurs soldats;

- d- une excellente intelligence de l'ennemi et une connaissance parfaite de ses plans. Ce qui signifiait des services secrets (Mossad, Shin Beth, Aman) d'une parfaite efficacité, profitant de l'atout que représente, pour un pays, la multiplicité des origines de ses citoyens et des langues qu'ils parlent;
- e- des stratégies extrêmement souples et originales, non conventionnelles, aptes à surprendre l'ennemi;
- f- enfin et surtout, la sophistication des armes utilisées. Dès le début, Israël, tout petit pays sans ressources physiques, avait cependant des ressources humaines particulièrement riches du point de vue des aptitudes à la recherche et à l'inventivité. D'importantes équipes de recherche ont travaillé pour produire des armes avancées et originales ou ajouter aux armes existantes une composante technologique plus perfectionnée. Beaucoup d'argent a été investi dans cette recherche, non seulement dans l'armée même, dans l'industrie d'armement, mais aussi autour du Technion de Haïfa et des cinq universités du pays.

6. Tenter de donner à Israël une profondeur stratégique. Si David Ben Gourion et la direction politique du pays ont accepté la partition de la Palestine décidée par l'ONU, la carte du partage dessinée en 1947 est apparue immédiatement «non viable» puisqu'elle ne pouvait assurer à l'Etat juif de subsister. La carte de l'ONU divisait la Palestine en sept régions. L'Etat juif et l'Etat arabe devaient être constitués de trois régions chacun, tandis que la septième région, comprenant la zone Jérusalem-Bethléem, serait placée sous contrôle international. L'Etat juif comprendrait la partie orientale de la Galilée, la Vallée du Jourdain dans sa partie nord, la plaine de Jezréel, les monts du Carmel, la plaine côtière, Beersheba et la majeure partie du Néguev, soit environ 60% du territoire de la Palestine. Mais le segment nord de l'Etat juif n'était connecté à son segment central qu'en un seul point, à Afoula, et de la même façon le segment central n'était relié au sud qu'en un seul point. Pour Ben Gourion ces lignes étaient inacceptables. Il fallait que l'Etat soit conçu d'un seul tenant avec une majorité de peuplement juif. La première étape pour atteindre cet objectif a été d'étendre le territoire de l'Etat juif à l'occasion de la guerre de 1948-49 (en connivence avec la Jordanie qui s'est emparée de la partie de la Palestine réservée à l'Etat arabe). Suite aux accords de 1949, la carte *de facto* d'Israël a fini par être reconnue par la communauté internationale, à l'exception des Etats arabes.

Mais le «second stade», visant à étendre la profondeur stratégique face à ce qui était considéré comme le danger le plus pressant, l’Egypte de Nasser, a échoué. Huit ans exactement après la création d’Israël, la Grande-Bretagne, la France et Israël ont lancé la «campagne de Suez», qui s’est soldée par l’occupation provisoire du Sinaï. Face à l’ultimatum américain et soviétique, les trois pays ont dû se retirer, et la situation d’Israël est revenue à sa profondeur stratégique d’origine.

7. Commencer à développer secrètement un début de capacité nucléaire. En 1949, une unité spéciale de la Division scientifique de *Tsahal* commence une analyse géologique du désert du Néguev pour tenter d’y découvrir des ressources en uranium. Des quantités notables seront localisées dans les dépôts de phosphates. En 1952 est créée la Commission de l’Energie Atomique d’Israël (IAEC). Son président, Ernst David Bergmann, avait depuis longtemps préconisé la bombe pour Israël pour être «sûrs que nous ne soyons plus jamais menés comme des moutons à l’abattoir». Bergmann était aussi le chef de la Division de Recherche et d’Infrastructure du ministère de la Défense. En 1953, Israël avait réussi à perfectionner le processus d’extraction de l’uranium du Néguev, et développé une nouvelle méthode de production d’eau lourde, fournissant ainsi une capacité autonome de production de certaines matières nucléaires. Les contours et les éléments centraux de la doctrine nucléaire israélienne sont restés étonnamment stables: dissuasion et menace voilée d’une riposte nucléaire massive. Les Israéliens ont toujours dit laconiquement qu’ils «ne seraient pas les premiers à introduire l’arme nucléaire au Moyen-Orient».

8. Surveiller et contrôler la minorité arabe du pays pour qu’elle ne représente pas un ennemi intérieur. Malheureusement à cette époque Israël n’envisage ce problème que sous l’angle policier. Les Arabes israéliens ont certes l’égalité civile et politique, ils ont leurs partis politiques, peuvent voter et élire leurs représentants à la Knesset, mais l’Etat se méfie d’eux. Quant à l’égalité sur le plan économique et social, elle laisse beaucoup à désirer. Les sommes investies dans le développement des villages juifs sont beaucoup plus élevées. Les jeunes arabes diplômés ne peuvent trouver d’emploi dans les industries liées à la défense qui représentent une bonne partie des emplois existants. La politique israélienne suscitera beaucoup de rancœurs et un sentiment de

profonde aliénation (poussant parfois au terrorisme) chez les Arabes israéliens.

### **3. Conceptions européennes de la sécurité durable d'Israël au cours des vingt premières années de l'Etat**

#### **3.1 Première donnée: du point de vue des membres de l'OTAN**

Il faut rappeler que l'Etat d'Israël a été créé en pleine guerre froide, deux mois à peine après le «coup de Prague», alors que l'on assiste à un net durcissement de la politique stalinienne, à un moment où la politique américaine de «*containment*» se renforce et prend toute son ampleur. C'est l'époque où est mise en œuvre la «doctrine Truman» visant à empêcher l'URSS d'étendre sa domination dans les Balkans, et où les Européens «collent» de très près à la politique américaine. Curieusement, la création de l'Etat juif est l'un des derniers rares épisodes où Etats-Unis, Europe et URSS adoptent la même position et votent à l'ONU, le 29 novembre 1947, en faveur du partage de la Palestine. Cet appui de Moscou a été décisif. Pour Staline, il s'agissait surtout de mettre Londres en échec, et de limiter autant que possible l'influence de la Grande-Bretagne au Proche-Orient où elle avait alors une position dominante. Staline pensait qu'en soutenant les Juifs de Palestine qui menaient une guérilla terroriste contre les Anglais, il pourrait mettre fin à la présence britannique sur ce territoire stratégiquement important. De plus, étant donné l'attitude très favorable de la gauche sioniste à l'égard des Communistes et de Moscou, le maître du Kremlin pensait -à tort- que le nouvel Etat serait durablement son allié. L'attitude soviétique va toutefois très vite changer, en deux temps. Tout d'abord, l'enthousiasme manifesté par les Juifs soviétiques à l'égard d'Israël lors de l'arrivée du premier ambassadeur d'Israël à Moscou, Golda Meir, a fait craindre à Staline le «réveil» d'un particularisme national juif qui semblait éteint, un nationalisme qui risquait de faire boule de neige et d'en réveiller d'autres dans l'empire soviétique. Et surtout, facteur fondamental, en 1950 le premier ministre israélien David Ben Gourion abandonne la position de «non-alignement» qu'il avait adoptée en 1948 et soutient la position occidentale dans la guerre de Corée, ce qui range Israël dans le camp «ennemi» du point de vue de Moscou. Ainsi, dès la création de l'OTAN en 1949, et dans le contexte de la guerre froide, Israël se trouve «objectivement» du côté des

Occidentaux, qui considèrent généralement ce petit pays comme une tête de pont de l'Occident au Moyen-Orient pouvant être très utile en cas de guerre ou de besoin.

### **3.2 Deuxième donnée: l'Union européenne**

A partir de sa création en 1950 à la suite du Plan Schuman, c'est la Communauté européenne qui constitue, du point de vue israélien, l'objectif premier en matière d'alliance. Le commerce extérieur israélien, encore embryonnaire, était alors principalement dirigé vers les six pays fondateurs de la CECA. Israël tentera d'obtenir à plusieurs reprises un statut d'association complète avec la CEE. Après les traités de Rome, Israël adopte une stratégie économique de plus en plus «européenne». Malgré la sympathie des membres de la Communauté envers l'Etat juif, les efforts d'Israël seront en grande partie découragés par eux, pour des raisons purement économiques. Parmi les pays «amis», Israël n'était certes pas le premier pays que la Communauté voulait «aider» économiquement. Israël n'était pas considéré comme un pays européen, et certaines de ses exportations, surtout les agrumes (oranges, pamplemousses), faisaient alors une vive concurrence aux produits européens similaires. Des pays comme la Grèce ou la Turquie étaient beaucoup plus importants politiquement et économiquement. C'est pourquoi les deux premiers accords commerciaux entre Israël et la Communauté (1964 et 1970) furent de simples accords non préférentiels, très peu rentables et qui n'ont pas apporté grand-chose à Israël économiquement parlant.

### **3.3 Troisième donnée: l'image positive d'Israël en Europe**

Sur le plan politique et stratégique, c'est l'époque où Israël jouit d'un soutien très étendu de la part de plusieurs pays d'Europe de l'Ouest à quelques nuances près, qu'il s'agisse des gouvernements ou des populations. Ce soutien général était bien sûr lié aux horreurs de la guerre et du nazisme et à l'image d'Israël perçu comme le «pays des rescapés de la Shoah», mais aussi aux représentations positives du kibboutz, de *Tsahal*, du rassemblement des diasporas, et du socialisme humaniste à l'israélienne.

Certes, quelques Etats tels l'Espagne (de Franco), le Portugal (de Salazar) ou la Grèce, avaient noué de fortes amitiés arabes et n'entretenaient pas de relations diplomatiques avec Israël. Dans d'autres

pays membres de l'OTAN, comme l'Italie ou la Belgique, où les partis chrétiens-démocrates jouaient alors un rôle très important, on devait prendre en compte les relations plutôt réservées qu'entretenait le Vatican avec Israël, pour des raisons liées à Jérusalem, aux lieux saints et à la préservation des intérêts chrétiens au Moyen-Orient.

On l'a vu, l'Allemagne de l'Ouest, qui contribue magistralement à la construction de l'économie et de la société israélienne à travers les très importantes «réparations» versées par Konrad Adenauer, n'a pas eu de relations diplomatiques avec Israël jusqu'en 1965. Quant à la Grande-Bretagne, elle soutient globalement Israël mais tient beaucoup à préserver son influence dans le monde arabe qui, dans les années cinquante, reste très forte.

### 3.4 Le rôle primordial de la France

De tous les pays européens, c'est certainement la France de la IVème République qui a adopté la position la plus pro-israélienne dans les années cinquante.

Tout d'abord, la question du Maghreb a joué un rôle de première importance en «détachant» la France du monde arabe qui critique violemment la politique coloniale de Paris. Et surtout, la guerre d'Algérie qui débute à l'automne 1954 va entraîner le gouvernement français à identifier l'Egypte comme l'ennemi à abattre. En effet, Le Caire, dès le début des hostilités, est le principal fournisseur d'armes et de fonds de la rébellion algérienne. Nasser apparaît aux Occidentaux comme la source de tous les problèmes et comme l'homme dont il faut se débarrasser. La campagne de Suez de 1956 sera l'expression de cet intérêt commun de la France, de l'Angleterre et d'Israël à combattre un régime considéré comme hostile. Nasser gêne considérablement les Français à cause du soutien qu'il apporte aux rebelles algériens; il gêne les Anglais en raison de la nationalisation du canal de Suez; il gêne Israël car il encourage les actions des *fedayin* venus de la bande de Gaza.

Toutefois, la campagne de Suez sera un échec et l'ultimatum américain et soviétique forcera les trois alliés à se retirer<sup>3</sup>.

L'«entente franco-israélienne» qui atteint des sommets inégalés entre 1956 et 1960, bénéficiera du rôle qu'ont joué les partis sociaux-démocrates. En janvier 1956, le parti socialiste SFIO dirigé par Guy

---

<sup>3</sup> Curieusement la campagne de Suez est l'un des rares cas où des pays européens se rangent aux côtés d'Israël, alors que les Etats-Unis sont dans une position hostile.

Mollet a gagné les élections en France. Au sein de la SFIO française s'exprime une très profonde solidarité à l'égard d'Israël et particulièrement de son homologue israélien, le Mappai de David Ben Gourion. Ce soutien à Israël est représentatif autant de la direction du parti que du gouvernement. Un autre élément qui pousse à une entente très étroite est l'importante communauté juive française, qui va bientôt être renforcée par les Juifs marocains, tunisiens et bientôt algériens, très actifs dans le soutien à Israël. Dans les années cinquante et au début des années soixante, la communauté juive de France double pour atteindre le chiffre de 600.000 personnes.

Cette entente entre Paris et Jérusalem se solde par un important appui français et même largement européen, aux stratégies militaires d'Israël. La France fournit à l'Etat juif une aide militaire massive, publique et secrète, contribue à renforcer la force militaire d'Israël, défend les droits d'Israël à l'ONU et dans les divers forums internationaux, et s'oppose à toutes les résolutions critiquant Jérusalem et aux tentatives de prendre en compte la question palestinienne.

La France va aider Israël dans le développement de son programme nucléaire. La coopération nucléaire entre les deux pays date en effet du début des années cinquante, précisément au moment de la construction du réacteur à eau lourde de 40MWt et de l'usine chimique de Marcoule. La France se considérant comme un partenaire naturel d'Israël, les deux gouvernements voyaient du même œil l'importance de capacités nucléaires autonomes, comme moyen de sauvegarder l'indépendance de leurs pays dans l'environnement bipolaire de la guerre froide. A l'automne 1956, le gouvernement français accepta de fournir à Israël un réacteur de recherche de 18MWt. L'échec de la campagne de Suez renforça le point de vue des cercles dirigeants israéliens (autour de Ben Gourion, Moshe Dayan, Shimon Peres, Golda Meir), selon lequel une capacité nucléaire indépendante était absolument indispensable pour ne pas avoir à s'en remettre à des alliés peu sûrs. L'échec de la campagne de Suez conduisit également les dirigeants français à se sentir redevables à l'égard d'Israël, puisqu'ils n'avaient pu tenir leur promesse de renverser le régime égyptien. Le premier ministre, Guy Mollet, aurait dit en privé que la France «devait la bombe à Israël». Le 3 octobre 1957, la France et Israël signent un nouvel accord stipulant que la France construirait un réacteur de 24MWt (bien que les systèmes de refroidissement et de décharge aient été prévus pour trois fois plus de capacité), et des

protocoles pour la construction d'une usine chimique de traitement. Ce complexe de grande envergure fut établi dans le plus grand secret à Dimona, dans le désert du Néguev. Près de 1.500 travailleurs israéliens et français furent employés à la construction dans une atmosphère de grande coopération. Pour maintenir le secret absolu, on raconta aux officiels et à la presse française que les parties les plus importantes du réacteur étaient destinées à une usine de désalinisation pour l'Amérique latine. Après avoir acquis de l'eau lourde en Norvège (à la condition formelle qu'elle ne soit pas transférée à un pays tiers!), l'aviation française en transféra quatre tonnes en Israël.

Il n'y eut pas de changements dans l'intensité exceptionnelle de cette coopération avec l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958. Le grand changement dans l'attitude de la France à l'égard de l'Etat d'Israël commença à partir de l'indépendance de l'Algérie en 1962. Il est clair que, du point de vue du Général de Gaulle, l'indépendance algérienne devait ouvrir la voie à un rapide réchauffement des relations de la France avec le tiers-monde et le monde arabe. Déjà, entre 1962 et 1967, les relations entre la France et les pays arabes s'intensifièrent et Paris rééquilibra graduellement sa politique.

#### **4. Perspectives américaines de la sécurité d'Israël**

Sous la présidence de Dwight Eisenhower (1952-1960), Israël n'était pas une priorité pour les Etats-Unis, obnubilés par la guerre froide et les relations Est-Ouest.

Les Etats-Unis ne se sont rendu compte de l'existence du site de Dimona que grâce au survol du territoire israélien par des U2 en 1958, mais ne l'ont identifié comme étant une centrale nucléaire qu'en 1960. Ce n'est qu'en décembre 1960 que Ben Gourion informa officiellement les Etats-Unis que Dimona était un centre de recherches nucléaires, tout en leur assurant qu'il n'avait que des buts pacifiques. Les Etats-Unis n'ont absolument pas réagi et rien ne prouve qu'ils aient essayé de stopper ou même de freiner le programme israélien, même lorsque la CIA fournit à Washington des indications précises sur les implications de Dimona en matière de prolifération nucléaire, ou lorsque l'agence de la CIA à Tel-Aviv précisa, vers la moitié des années soixante, que le programme d'armement nucléaire d'Israël était définitif et irréversible.

Des inspecteurs américains visitèrent Dimona plusieurs fois dans les années soixante mais ne parvinrent pas à obtenir des renseignements exacts sur ce qui s'y faisait, bien qu'ils aient pu constater que le réacteur était beaucoup trop important pour de simples activités de recherche scientifique ou civile.

Ce «flou» était largement lié au fait que le statut d'Israël dans la stratégie américaine était en train de changer: sous Kennedy (1961-1963) et surtout sous Lyndon Johnson (1963-1968), Israël va occuper une place de plus en plus importante pour Washington. Ainsi, sur la question nucléaire, Walworth Barbour, ambassadeur en Israël de 1961 à 1973, ne jugeait absolument pas nécessaire d'«inquiéter» les présidents des Etats-Unis, et il a été prouvé qu'il donnait des instructions strictes pour «retenir» les informations.

## **TROISIEME PARTIE**

### **LE GRAND CHANGEMENT: PERCEPTIONS ISRAELIENNES ENTRE 1967 ET LES ACCORDS D'OSLO (1993)**

#### **1. Les nouvelles conditions issues de la guerre**

A la veille de la guerre des Six-Jours, en mai-juin 1967, la population israélienne a subitement eu le sentiment dramatique que le pays était étranglé, asphyxié. Il y eut un mois extrêmement décisif. Le retrait soudain des forces de l'ONU, la fermeture par Gamal Abdel Nasser des détroits de Tiran et l'interdiction faite aux navires israéliens d'accéder à la mer Rouge, suscita un intense sentiment d'inquiétude qui précipita la guerre préventive.

Durant la guerre des Six-Jours, Israël a très rapidement fait la preuve de sa supériorité militaire et occupé l'ensemble de la Cisjordanie, la bande de Gaza, le désert du Sināï et les Hauteurs du Golan. Après avoir présenté la conquête de ces territoires comme des «gages pour la paix», et promis qu'ils seraient rendus aux Arabes lors d'un accord définitif, Israël a autorisé et/ou facilité les implantations juives graduelles dans ces zones.

C'est aussi à partir de cette époque (1967-68) que la prise de conscience mondiale du problème palestinien a lieu et que l'OLP, dirigée par Yasser Arafat, se développe et construit son infrastructure en multipliant les attentats contre Israël. Le monde entier, et au premier rang l'Europe, va alors «découvrir» la question palestinienne qui lui était, jusque-là, largement inconnue.

#### **2. L'occupation des territoires a causé des changements importants dans la conception de la sécurité durable en Israël**

1. La «profondeur stratégique» acquise par l'occupation de ces territoires très étendus permettait désormais un temps d'alerte suffisant, ce qui était jugé à l'époque comme fondamental par le haut

commandement de *Tsahal*. Il s'agissait, pour les militaires, de sauvegarder à tout prix cette profondeur et ce temps d'alerte. Ceci était un élément important pour les stratèges israéliens à un moment où, en Europe, les aspects territoriaux, frontaliers ou géographiques de la sécurité étaient en train de perdre leur centralité.

Certains atouts stratégiques sont tout de suite définis par Israël comme «non négociables». Il s'agit des territoires suivants:

- a- le Golan face à la Syrie. Pour les Israéliens, le plateau qui domine toute la Galilée et le nord d'Israël, et sur lequel étaient massés les bunkers syriens qui tiraient sur les kibboutzim de la région, ne sera jamais rendu à Damas. L'annexion des Hauteurs du Golan devient l'un des axiomes stratégiques d'Israël;
- b- la Vallée du Jourdain, qui fait face à la Jordanie et à un éventuel front Est. Du point de vue des stratèges israéliens, la route 90 qui suit le Jourdain du nord au Sud, de Beit-Sheen jusqu'à la Mer morte, doit en toute hypothèse rester israélienne car c'est le seul moyen d'empêcher les infiltrations terroristes venant de Jordanie, ou même les mouvements de troupes étrangères venues de l'Est;
- c- le contrôle des détroits de la mer Rouge (Charm-el-Cheikh). Selon le tout-puissant ministre de la Défense, Moshe Dayan, Israël ne rendra jamais Charm-el-Cheikh à l'Egypte car cette position stratégique contrôle le passage dans les détroits de Tiran, dont la fermeture par Nasser a été la cause de la crise de 1967. Israël, dit Moshe Dayan, ne peut se permettre à nouveau d'être «asphyxié» comme il l'a été avant la guerre des Six-Jours par les Egyptiens.

Avec le temps, des débats très importants auront lieu en Israël, à l'Etat-major de *Tsahal*, au gouvernement, dans les partis politiques, dans la presse, dans les universités, sur l'intérêt réel (ou imaginaire) que représente cette «profondeur stratégique» pour l'Etat juif. Avec l'évolution technologique des armements, et tout particulièrement des missiles, et la sophistication des systèmes d'alerte, ce concept de profondeur stratégique sera fréquemment rediscuté mais il n'y aura pas de grand changement de conception jusqu'en 1977, date à laquelle Israël rendra le Sinaï à l'Egypte.

Les deux évènements qui remettront radicalement en cause cette conception seront:

- la guerre du Kippour. Les services de renseignements de l'armée se sont trompés, Israël s'est fait prendre par surprise et s'est trouvé en danger de mort, malgré la profondeur stratégique dont il disposait. A la suite du conflit d'octobre 1973, plusieurs stratèges importants ont changé d'avis, et les Israéliens ont commencé à questionner ce concept de profondeur stratégique pour savoir si celle-ci est vraiment utile;
- la paix avec l'Égypte à la suite du voyage de Sadate en Israël en 1977. Il était évident dès le départ que l'Égypte exigerait la restitution totale du Sinaï pour prix de la paix, et que, par conséquent, Israël devrait rendre Charm-el Cheikh et toute la côte de la mer Rouge. C'est ce que le gouvernement de Menahem Begin fit à la suite des accords de Camp David. Dès lors, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, il apparaît que la voie de la paix par la négociation et les moyens diplomatiques est ouverte.

2. L'administration d'une population palestinienne de centaines de milliers de personnes est devenue un problème sécuritaire majeur: comment garantir la subsistance de cette population occupée en évitant qu'elle verse dans le terrorisme? Israël a créé un gouvernement civil chargé d'administrer les besoins de la population occupée et de lutter contre le terrorisme intérieur. Mais il faut souligner que ce «terrorisme intérieur» restera très faible durant vingt ans exactement, jusqu'à la première *Intifada*. L'administration des besoins de cette population a malheureusement été perçue par Israël en termes purement matériels: assurer à cette population ses besoins élémentaires, se nourrir, travailler, etc. On a cherché à s'appuyer sur les forces les plus traditionnelles, les plus modérées et les plus dociles de cette population, sans s'interroger sur leur représentativité. Il n'y a guère eu de réflexion sur les aspirations de cette population occupée, sinon pour s'en méfier. C'est la raison pour laquelle Israël sera, une fois de plus, pris par surprise lorsque la «révolte des pierres» éclatera en 1987.

3. La protection des colonies juives dans les territoires contre les infiltrations et les attentats. C'est surtout là que des considérations idéologiques (le «Grand Israël») et religieuses (l'Israël biblique) se sont

vite mêlées aux considérations purement stratégiques. Alors qu'au départ il devait s'agir exclusivement de «colonies de sécurité» aux frontières, du type de celles installées sur le Golan ou dans la vallée du Jourdain, les mouvements nationalistes et religieux juifs ont de plus en plus «forcé la main» des politiques et multiplié les points d'implantation sans tenir compte du besoin sécuritaire. Ce mélange «sécurité-idéologie» assez flou s'est développé surtout avec le mouvement *Gouch Emounim* (Bloc de la Foi), qui a réussi à peser sur tous les gouvernements, de droite comme de gauche. Cette colonisation s'est particulièrement renforcée après la montée au pouvoir du Likoud de Menahem Begin en 1977.

Toutefois, d'un point de vue purement sécuritaire, cette période a été marquée par un changement fondamental en 1979: la signature du traité de paix avec l'Égypte. La signature d'un accord avec le plus grand et le plus important Etat arabe supprime le Front sud d'Israël, moyennant la restitution totale de la péninsule du Sinaï. Déjà, Charm el-Cheikh qui avait été déclaré absolument «non négociable» car indispensable à la sécurité durable d'Israël, est rendu.<sup>4</sup> Le problème est que Sadate a paradoxalement choisi de faire la paix avec un gouvernement israélien nationaliste de droite, qui n'avait en réalité aucune intention de prolonger l'accord avec l'Égypte par l'adoption d'une stratégie civile au Moyen-Orient, ou de s'occuper «sérieusement» de la question palestinienne.

4. La question de l'élimination des bases terroristes au Liban. Un nouveau problème sécuritaire est apparu pour Israël avec la constitution par l'OLP d'une sorte d'«Etat dans l'Etat» au Liban. En effet, après le fameux «septembre noir» en Jordanie, au cours duquel le roi Hussein a détruit et expulsé les milices palestiniennes de son territoire, l'OLP a reconstitué ses forces au Liban, de l'autre côté de la frontière israélo-libanaise. Les groupes terroristes palestiniens se sont installés sur une bande de territoire de plus de 20 kilomètres, menaçant la frontière nord d'Israël. A partir de ce que l'on appelle communément le *Fatahland*, entre le «doigt de Galilée» et le nord du plateau du Golan, ces groupes ont établi des bases militaires, effectué des incursions en territoire israélien, lancé des roquettes et mené des attentats. Le gouvernement israélien, une fois libéré de la menace égyptienne grâce à l'accord de paix, va décider de s'attaquer à ce problème.

---

<sup>4</sup> En 1994, la signature du traité de paix avec la Jordanie supprimera le front Est, ce qui diminuera l'importance stratégique de la Vallée du Jourdain.

En 1982, alors que Begin est premier ministre et Sharon ministre de la Défense, Israël lance l'Opération «Paix en Galilée» qui constitue en réalité une invasion du Liban en concertation avec les Phalanges chrétiennes, dans le but d'éliminer à la fois l'influence syrienne au Liban et la présence armée palestinienne au Liban. Présentée faussement par Ariel Sharon comme une opération d'envergure limitée (40 kilomètres), la guerre du Liban s'étend à l'ensemble du pays. Elle aboutit à la fin de la présence de l'OLP au Liban et au repli de l'organisation de Yasser Arafat sur Tunis. En définitive, après plusieurs années, Israël se retirera de la majeure partie du Liban, tout en conservant un temps une «zone de sécurité» au sud-Liban où Israël règne par l'intermédiaire d'une milice qui lui est inféodée: l'armée du sud-Liban. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 qu'Israël décidera de renoncer totalement à la zone de sécurité et de se retirer complètement du Liban, en démantelant l'armée du Sud.

5. Après 1967, Israël maintient exactement la même posture qu'auparavant en matière de stratégie nucléaire. En 1969 survient un accord secret avec les Etats-Unis, dans lequel Israël s'engage à ne pas tester officiellement d'arme nucléaire et à ne jamais se déclarer officiellement détenteur de l'arme nucléaire. Lorsqu'éclate la guerre du Kippour en 1973, la rumeur veut que Golda Meir et son gouvernement aient au moins «examiné» la possibilité d'utiliser l'arme nucléaire en cas de danger mortel et de l'imminence d'une extermination. Certes, en 1979 surviendra un certain apaisement avec l'accord de paix avec l'Égypte. Mais à partir de là, les capacités en armes de destruction massive de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran augmentent (ou sont censées augmenter) et sont perçues par Israël comme des menaces à la survie de l'Etat. La prolifération des armes de destruction massive (ADM) dans la région conduit Israël à réexaminer à plusieurs reprises sa stratégie nucléaire.

### **3. L'écart entre les conceptions d'Israël et celles des membres européens de l'OTAN se creuse**

1. Tout commence avec la critique acerbe, par la France, de la guerre déclenchée par Israël en juin 1967. Alors que certains gouvernements européens (RFA, Pays-Bas, Italie) ont pris en juin 1967 des positions relativement modérées à l'égard d'Israël et assez compréhensives à l'égard des opérations menées par ce pays, le président

français Charles de Gaulle tranche par son ton critique: selon la France, Israël n'était pas réellement «menacée dans son existence» par Nasser et par la fermeture des détroits de Tiran. Le gouvernement israélien, expose clairement le Général de Gaulle au ministre des Affaires étrangères Abba Eban, aurait dû répondre uniquement par la diplomatie, par l'appel à l'ONU, en s'appuyant sur la communauté internationale et en particulier sur ses amis européens. Cette guerre préventive d'Israël n'a pas été menée pour de bonnes raisons, mais uniquement pour des motifs de politique intérieure et pour améliorer les positions stratégiques de l'Etat juif. La France définit donc la stratégie israélienne comme agressive, exige le retrait israélien et sanctionne l'Etat juif en privant Israël de ses Mirages: c'est le début de l'embargo militaire français. L'opposition du général à la politique de force israélienne est exprimée dans sa phrase célèbre sur le peuple juif (voulait-il dire israélien?): «peuple d'élite, sûr de lui et dominateur». Cela dit, il ne faut sans doute pas exagérer les aspects idéologiques de la nouvelle politique française. Il y avait des intérêts évidents, pour la France, à affirmer sa vocation méditerranéenne et à développer une politique pro-arabe. Ces intérêts étaient liés aux gains économiques d'une telle stratégie ainsi qu'à l'accès aux hydrocarbures. Mais cette orientation restera constante et sera poursuivie, voire renforcée, par les présidents Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand.

A l'inverse, les Etats-Unis du président Lyndon Johnson, alors très engagés dans la guerre du Vietnam et privilégiant les actions militaires, soutiennent le point de vue d'Israël sur la guerre préventive. Les approvisionnements d'armes américaines remplacent les armes françaises. A partir de la guerre des Six-Jours, Israël va centrer toute sa stratégie et toute sa diplomatie sur le soutien de Washington. Un axe Washington-Tel-Aviv se met alors en place et la communauté juive américaine joue un rôle de plus en plus important dans le renforcement des liens stratégiques entre les deux pays.

**2. Critique européenne croissante de l'occupation prolongée des territoires conquis par Israël sur la Syrie, la Jordanie et l'Egypte.** A la fin des années soixante et dans le courant des années soixante-dix, la position française, de plus en plus critique à l'égard des politiques d'Israël, a peu à peu influencé, convaincu et entraîné les autres pays européens. De plus en plus, dans ses déclarations communes, la Communauté européenne à 9, puis à 12, a suivi la position exprimée par Paris.

L'un des facteurs déterminants de cette évolution a été le désir des pays membres de la Communauté de développer une politique étrangère commune, indépendante, compréhensive à l'égard du tiers-monde et beaucoup moins alignée qu'autrefois sur les positions des Etats-Unis. Dans la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, l'usage des moyens diplomatiques pour résoudre les conflits a été explicitement privilégié.

Il y a eu aussi d'importants changements dans l'attitude des opinions publiques à l'égard d'Israël. En Europe, la «religion des droits de l'Homme» et le «culte de l'humanitaire» se développe. L'Arabe apparaît comme le persécuté et Israël comme le persécuteur. Le Palestinien est David, l'Israélien est Goliath. Un véritable «changement de valeurs» se produit, au détriment d'Israël désormais perçu en Europe comme le fort, le puissant, l'opresseur.

**3. Critique européenne de la répression des aspirations nationales des habitants palestiniens.** C'est sur la question palestinienne que les divergences entre Israéliens et Européens vont devenir de plus en plus fortes. Pendant très longtemps les Israéliens n'ont absolument pas voulu prendre en considération l'existence d'un quelconque problème palestinien. Il n'existait pour eux qu'un problème de «réfugiés» de la guerre de 1948, dont la responsabilité principale incombait aux pays arabes qui avaient voulu détruire Israël, et qui devait être résolu par la communauté internationale, l'indemnisation et la réinsertion des réfugiés devant se faire dans les Etats arabes. La prise de conscience de la réalité du problème palestinien a été extrêmement lente, et s'est d'abord produite au sein de la gauche intellectuelle et de l'extrême-gauche sioniste, parmi les groupes colombes et pacifistes. Il y eut pendant très longtemps une entreprise de dénégation totale, d'autant que l'hypothèse de la création d'un Etat palestinien «aux côtés d'Israël» était à l'époque jugée totalement impossible et impraticable, car menaçant mortellement la sécurité du pays.

C'est dans la seconde moitié des années soixante-dix et dans les années quatre-vingts que les divergences entre Européens d'une part et Etats-Unis et Israël d'autre part, vont s'accroître. Cette prise de conscience européenne va se renforcer après la guerre du Kippour en 1973.

Quant aux Etats-Unis, ils soutiennent progressivement les aspirations des Palestiniens à la seule condition qu'elles ne nuisent pas à la sécurité durable d'Israël. Toutefois, très lentement, beaucoup plus lentement que les Européens, les Américains vont eux aussi évoluer vers l'idée d'un Etat palestinien souverain aux côtés d'Israël.

4. Critique véhémement du développement des colonies de peuplement qui, du point de vue européen, ont des motivations idéologiques et non sécuritaires, et qui nuisent à la sécurité d'Israël en empêchant la possibilité d'une solution négociée.

C'est vraiment le sujet sur lequel le fossé se creuse. Entre 1967 et 1993, le nombre des implantations juives ne cesse d'augmenter. De nouvelles colonies apparaissent sur la carte, le nombre des colons qui s'installent atteint plusieurs dizaines de milliers, des terres sont prises et expropriées. En réalité, la plupart des colonies ne sont pas le fruit des «décisions» des différents gouvernements israéliens, mais résultent des initiatives de petits groupes politico-religieux qui font usage du fait accompli, ultérieurement entériné par l'armée et les politiques. Une grande partie des déclarations de l'Union européenne dans le cadre de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune va être consacrée à la dénonciation de cette colonisation. Les Européens paraissent totalement imperméables aux arguments historiques, culturels et religieux de la colonisation. Toutefois, en aucun cas les gouvernements israéliens ne vont changer d'attitude ni de politique.

Ce qui devait être, dans la perspective israélienne (à l'origine), un «gage pour la paix» s'est mué en une annexion rampante et permanente, qui n'était pas motivée uniquement par des raisons sécuritaires. La perspective dominante des Européens est celle de la décolonisation et du droit des peuples à l'autodétermination. Or Israël a agi comme s'il croyait que l'on pouvait effectuer un processus inverse, un processus de colonisation en pleine fin du XXème siècle! Les colonies juives dans les territoires occupés ont véritablement marqué le «divorce» entre Israël et les membres européens de l'OTAN.

Une position européenne unifiée a commencé à se forger sur les colonies israéliennes, surtout après la guerre du Kippour de 1973 et l'embargo arabe sur le pétrole. Les Européens ont notamment développé une position très critique quant à la conception israélienne de territoires

«définitivement annexés» (Jérusalem, le Golan), territoires dont la restitution, selon Israël, ne serait pas négociable.

Inversement, les Etats-Unis ont adopté un profil mineur sur l'occupation israélienne, tout en divergeant avec Israël sur les faits accomplis et non négociables. Les Etats-Unis ont, comme les Européens, défini les colonies comme un obstacle à la paix, mais n'ont pas vraiment exercé de pressions importantes pour qu'Israël cesse cette politique. Pourquoi? Il y a bien sûr toujours le rôle joué par la Communauté juive américaine, mais ce n'est pas tout. Pour beaucoup d'Américains, la culture religieuse du «pionniérisme» et l'établissement de colonies fondées sur la foi dans le désert biblique, sont porteurs de sens. Pour la droite religieuse américaine, ces colonies juives installées dans des lieux bibliques, en Judée, en Samarie et ailleurs, font partie du plan divin et annoncent le retour de Jésus-Christ sur terre.

**5. Critique européenne de l'invasion israélienne du Liban en 1982.** L'une des divergences les plus fondamentales est celle qui se développe entre les Européens et Israël concernant le Liban. Pour les pays européens membres de l'OTAN, l'Etat d'Israël a fait une erreur: on ne résout pas la question de la présence palestinienne armée au Liban, qui découle du problème israélo-palestinien, par le recours à la force, mais en s'attaquant aux problèmes de base, à savoir la détresse des réfugiés, une vie misérable, l'absence d'Etat et de souveraineté, la catastrophe humanitaire. Les Européens définissent donc la stratégie israélienne au Liban comme une violation flagrante du droit international qui ne peut que rendre plus difficile la recherche de la paix au Moyen-Orient. L'Union européenne (UE) exige alors un retrait immédiat des troupes israéliennes sur la frontière internationale. Elle «sauve» le leadership palestinien en permettant à Yasser Arafat et à ses collègues de s'installer à Tunis, exige qu'Israël démantèle l'armée du Sud-Liban qu'elle considère comme une milice fantôme à la solde d'Israël, demande que l'Etat juif mette fin à sa soi-disant «zone de sécurité» et restitue l'entière souveraineté au pays sur l'ensemble de son territoire.

La perception qu'ont les membres européens de l'OTAN de la sécurité durable d'Israël a été parfaitement exprimée, à la veille de l'invasion du Liban, dans la fameuse Déclaration de Venise. Dans ce

document fondamental, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté avaient solennellement exprimé quatre principes:

- 1- Israël ne pourra jamais vivre en paix et en sécurité, s'il ne reconnaît pas le droit des Palestiniens à l'autodétermination;
- 2- Israël ne peut en aucun cas «choisir» son partenaire de négociation. Puisque l'OLP est l'organisation représentative des Palestiniens, cette structure doit être associée à toute négociation;
- 3- l'Europe peut parfaitement contribuer au processus de paix israélo-arabe étant donné les bonnes relations qu'elle entretient avec les deux parties. Selon la technique qu'elle privilégie, elle est prête à envoyer des troupes d'interposition et des observateurs, et à constituer le noyau des forces de maintien de la paix;
- 4- une initiative européenne doit être prise pour garantir aussi bien la sécurité durable d'Israël que les droits légitimes des Palestiniens.

La démarche européenne n'était pas seulement idéologique et déclaratoire, elle était aussi une tentative des membres européens de l'OTAN de passer d'une politique «réactive» à une politique «active». L'écart croissant entre la stratégie de paix européenne et la stratégie de défense israélienne se manifesta, à l'évidence, dans la réaction brutale du gouvernement israélien à la Déclaration de Venise, considérée en Israël comme un «nouveau Munich». Citons à ce titre la déclaration incendiaire du premier ministre israélien:

«La décision européenne nous appelle, nous et les autres pays, à être engagés dans un processus de paix avec cette organisation arabe que l'on appelle OLP. Pour une paix qui serait atteinte avec la participation d'une organisation d'assassins, un certain nombre de pays européens sont prêts à nous fournir des «garanties», et même des «garanties militaires» (...) Quiconque a de la mémoire devrait trembler, en se rappelant le sort des «garanties» données à la Tchécoslovaquie en 1938 après que les Sudètes lui aient été arrachées, car déjà à l'époque on parlait d'auto-détermination (...) Israël ne demande de garantie à aucun pays européen. Toute personne de bonne volonté et toute personne libre d'esprit en Europe, si elle étudie cette Déclaration (de Venise) ne peut qu'y voir une reddition à la Munich, la seconde de notre génération, une capitulation au chantage totalitaire, et un encouragement à tous les éléments qui veulent détruire les accords de Camp David et qui cherchent l'échec du processus de paix au Moyen-Orient».<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Cité par *Haaretz*, 6 août 1981.

## QUATRIEME PARTIE

### PERCEPTIONS ISRAËLIENNES DEPUIS OSLO (1993)

#### 1. La sécurité après Oslo

Le début des années 1990 inaugure pour Israël une période de changements considérables, qui vont avoir une influence déterminante sur ses stratégies sécuritaires.

Tout d'abord, objectivement, la dislocation de l'Union soviétique et la chute du communisme ont très nettement amélioré la situation stratégique d'Israël, sans que celui-ci n'ait rien fait. L'URSS et ses satellites européens menaient depuis la guerre froide une politique très anti-israélienne et fournissaient un appui généreux au monde arabe dans sa lutte contre l'Etat juif. Or, au début des années quatre-vingt-dix, Israël a complètement normalisé ses relations avec la Russie de Gorbatchev, de Eltsine et plus tard de Poutine, ainsi qu'avec tous les anciens pays communistes d'Europe de l'Est, dont certains sont devenus de véritables alliés des Etats-Unis et d'Israël. L'une des conséquences de cette normalisation a été l'émigration vers Israël d'environ un million de Juifs de l'ex-Union soviétique, émigration de masse qui a changé du tout au tout les données démographiques et économiques du petit pays qui ne comptait jusque là que six millions d'habitants. Le changement s'est donc d'abord traduit sur le plan démographique, puisque les Juifs russes sont venus renforcer la population de bien des villes et des localités de la périphérie d'Israël. La deuxième conséquence s'est traduite en termes économiques et technologiques, puisque cette immigration, de très haute qualité scientifique, a contribué à améliorer le potentiel humain d'Israël. C'est un aspect sur lequel on n'a sans doute pas assez insisté: à quel point cette immigration a contribué au renforcement de l'Etat d'Israël. Ceci étant, il faut aussi noter que cette nouvelle population est venue renforcer l'aile «dure» de la politique israélienne: en général, les nouveaux immigrants ont soutenu les partis dits «faucons».

L'effacement de l'Union soviétique et la dislocation du bloc communiste laissent place à une seule super-puissance dans le monde, les Etats-Unis d'Amérique, auxquels Israël va se lier de plus en plus

étroitement. La domination incontestable des Etats-Unis dans les domaines non seulement militaire, mais aussi politique et économique, fait d'Israël un pays largement assujéti à Washington, un pays satellite.

S'agit-il d'une évolution positive ou négative? Du point de vue positif, Israël va être soutenu dans l'arène internationale par le pays le plus puissant du monde, dont l'aide politique et matérielle sera constante<sup>6</sup>. Du point de vue négatif, il est clair que jamais plus Israël ne sera en mesure de s'opposer à la volonté bien affirmée des Américains, et sera désormais perçu dans le monde comme un satellite de Washington. La relation d'Israël avec l'OTAN sera influencée par les orientations largement américaines de cette organisation. Dans la controverse qui va se développer entre Américains et Européens sur la question de la «multipolarité», il est vrai qu'Israël n'aura pas d'autre choix que de se ranger aux côtés de Washington «contre» la multipolarité, préconisée notamment par la France. Même si les cercles intellectuels et les universités israéliens défendent l'option multipolaire, les gouvernements israéliens se gardent bien de se démarquer de Washington. L'image d'un Israël assujéti aux intérêts des Etats-Unis et partisan de la force a beaucoup nui à l'Etat juif et creusé à nouveau l'écart avec les Européens, contrairement à la période faste d'Oslo.

Jérusalem ayant constaté que la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD) ne serait pas mise en œuvre rapidement étant donné que les pays de l'UE n'étaient pas prêts à concrétiser leurs objectifs politiques par des moyens financiers et militaires adéquats, les dirigeants israéliens des années 1990 (Rabin, Peres, Netanyahou, Barak) en conclurent que l'Europe ne serait pas de sitôt un contrepoids à la puissance des Etats-Unis. Dès lors, pourquoi se rapprocher politiquement et stratégiquement des options européennes encore floues? L'idée s'est insinuée et finalement implantée en Israël que les membres européens de l'OTAN n'étaient pas prêts à s'engager, investir et dépenser des sommes importantes pour développer une politique commune de sécurité.

Un évènement important va peser sur la stratégie israélienne: il s'agit de l'arrivée au pouvoir d'Itzhak Rabin et de Shimon Pérès après les élections législatives de 1992. Le gouvernement de centre-gauche dirigé par le parti travailliste entreprend alors des négociations secrètes avec l'OLP, qui déboucheront, en septembre 1993, sur les accords d'Oslo.

---

<sup>6</sup> L'aide annuelle civile et militaire des Etats-Unis à Israël au cours des dernières années se monte à trois milliards de dollars.

A ce sujet, rappelons un point très important: les accords d'Oslo ont conduit à un changement fondamental dans la politique et la stratégie de sécurité israéliennes. Selon les promoteurs de ces accords<sup>7</sup>, la sécurité durable d'Israël serait garantie par la négociation avec les Palestiniens et par des concessions territoriales dont l'objectif serait la création d'un Etat palestinien souverain aux côtés d'Israël. Issus de la société civile et persuadés que la paix nécessitait d'abord un accord entre les sociétés civiles, les promoteurs israéliens des Accords d'Oslo comprenaient que la sécurité durable d'Israël ne serait achevée qu'à condition qu'un processus de réconciliation ait lieu entre les deux peuples. Réconcilier les peuples, soigner les blessures, faire place à la mémoire, tel fut l'esprit d'Oslo (et plus tard, l'esprit de Genève). Le présupposé de départ était que personne ne pourrait vraiment «pardonner» à l'autre: les Palestiniens au sionisme, à la guerre d'Indépendance et à l'expulsion des réfugiés de 1948; les Israéliens aux crimes, aux assassinats, aux bombes, aux attentats et aux pogromes. C'est pourquoi la «conception» d'Oslo était celle de la réconciliation, de la négociation, de l'examen des possibilités d'entente et de reconstruction. Le plus extraordinaire sans doute est que cette vision de la sécurité durable d'Israël, en vogue chez les intellectuels de culture européenne, a été entérinée par un chef de guerre, pur *Sabra* comme Itzhak Rabin, ancien commandant en chef de la guerre des Six-Jours, général-paysan converti à l'idée d'une paix et d'une sécurité fondées sur la réconciliation.

C'est sans doute au moment des Accords d'Oslo et de la poignée de mains entre Rabin et Arafat sur la pelouse de la Maison Blanche qu'Israéliens et Européens se sont trouvés le plus «à l'unisson». Israël semblait reconnaître la justesse de la perception européenne de la sécurité, bien que les Européens, mis à part les Norvégiens, n'aient pas participé au processus secret qui mena aux accords d'Oslo.

Ceux-ci comprenaient deux clauses fondamentales: le premier volet de la réconciliation, impliquait la reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël dans les frontières de 1967, c'est-à-dire la reconnaissance du résultat de la guerre de 1948-49. Le second volet impliquait la reconnaissance par Israël de l'OLP comme organisation représentative du peuple palestinien, Israël donnant l'autorisation au chef historique de cette organisation de revenir dans les territoires (Jéricho, Gaza) comme

---

<sup>7</sup> Un groupe d'intellectuels et de chercheurs israéliens proches du vice ministre des affaires étrangères Yossi Beilin.

président de l'Autorité palestinienne. Ce qui sous-tendit Oslo, c'est la renonciation à la guerre pour assurer la sécurité, pour la défense ou la conquête de territoires ou pour l'imposition d'idéologies par la force.

La signature des Accords d'Oslo constitue un cas très rare, dans les dernières années, où l'ensemble des Européens se sont trouvés alliés aux Américains pour soutenir le processus relationnel israélo-palestinien. Pendant un laps de temps relativement court, il n'a plus semblé y avoir de controverse majeure entre le gouvernement d'Itzhak Rabin et l'Union européenne. L'OTAN était unie derrière le processus d'Oslo, derrière Israël et l'OLP. On ne parlait même plus des colonies.

Pourquoi alors le processus d'Oslo, encensé aussi bien par les Européens que par les Américains, a-t-il échoué? Parce qu'il supposait que les deux parties «jouent le jeu». Il supposait qu'Israël tienne ses promesses, mette fin à la colonisation et évacue les territoires occupés en plusieurs phases dont les délais étaient fixés d'avance. Il supposait que l'Autorité palestinienne renonce définitivement au terrorisme et ne cherche pas à acquérir des armements qui lui étaient formellement interdits. Malgré l'échec, il restera quelque chose de «l'esprit de réconciliation» dans les multiples associations entre Israéliens et Palestiniens qui verront le jour à la suite d'Oslo, souvent grâce à un financement de l'Union européenne ou d'associations humanitaires européennes. On cite souvent le cas de l'association israélo-palestinienne, le Cercle des Parents, qui rassemble des pères et des mères des deux côtés, qui ont tous perdu un fils ou un parent dans des attentats ou des actions armées. L'idée fondamentale qui survivra après Oslo sera de refuser la vengeance.

## **2. Changements dans les conceptions israéliennes et critiques européennes**

Depuis les accords d'Oslo, des changements très importants dans la conception de la sécurité durable se sont produits en Israël.

C'est d'abord l'acceptation, très lente et graduelle, de l'idée qu'un Etat palestinien ne menacerait pas «nécessairement» la sécurité de l'Etat juif (contrairement à la thèse défendue depuis toujours par les différents gouvernements israéliens), et pourrait même, dans certaines conditions, être profitable à cette sécurité en réduisant la volonté d'agir contre Israël et en offrant une nouvelle patrie aux réfugiés palestiniens.

Un certain nombre de facteurs expliquent ce changement. D'abord, les accords d'Oslo eux-mêmes, et leur approbation par Itzhak Rabin, celui que les Israéliens considéraient comme «Monsieur Sécurité», ont conduit à une réévaluation du problème palestinien. Si Rabin pensait que l'idée d'un Etat palestinien était acceptable, cette idée ne pouvait pas être tout-à-fait fausse. Pour Shimon Pérès, que l'on peut considérer comme l'un des derniers «pères» de l'Etat d'Israël encore vivants, l'idée a pris corps d'un «nouveau Moyen-Orient» au sein duquel l'Etat palestinien pourrait avoir sa place aux côtés d'Israël. Les mouvements de la gauche sioniste, comme le *Meretz* (dirigé par Shoulamit Aloni, puis par Yossi Sarid et enfin par Yossi Beilin) ou *La Paix Maintenant* (*Chalom Ahchav*) ont popularisé l'idée d'une coexistence entre deux Etats souverains. Des généraux israéliens de grand renom, de grands combattants aux nombreuses décorations et peu suspects de vouloir brader la sécurité du pays, se sont publiquement ralliés à l'idée d'un Etat palestinien. C'est notamment le cas des hauts gradés regroupés dans le «Conseil Paix et Sécurité» dont l'influence est grande. Il faut ajouter à cela l'échec de la politique de la force, l'échec de la politique de répression policière dans les territoires, et l'impossibilité de trouver des partenaires palestiniens favorables à une simple autonomie.

Du côté de la droite nationaliste israélienne, du Likoud et des Nationaux-Religieux, l'évolution s'est faite beaucoup plus lentement. Mais le fait le plus surprenant est qu'Ariel Sharon, général nationaliste, très marqué à droite et «père des colonies de peuplement», ait lui aussi commencé à soutenir l'idée d'un Etat palestinien, même s'il ne devait dans son esprit couvrir qu'une partie des territoires occupés. La position de Sharon va ainsi contribuer à l'évolution de l'opinion publique.

Malgré ce changement, les perceptions des Israéliens et des Européens vont continuer de diverger sur de nombreux points:

1. La définition et le tracé des frontières séparant Israël de l'Etat palestinien. Dans leurs déclarations communes de politique étrangère, les Européens, très légalistes et partisans scrupuleux du droit international, souhaitent un retour aux frontières du 4 juin 1967, même s'ils conçoivent que des rectifications mineures puissent être acceptées par les parties au conflit. Pour les membres européens de l'OTAN, l'Etat palestinien doit s'étendre sur l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et doit

avoir la pleine souveraineté sur son sol, son sous-sol, ses ressources en eau et son espace aérien. Au contraire, Israël va constamment revendiquer d'importantes corrections de frontières et surtout l'annexion des grands «blocs d'implantations»; par ailleurs, selon les Israéliens, la «souveraineté» de l'Etat palestinien devrait être strictement limitée par la démilitarisation. Là encore, une profonde divergence sépare les Européens des Israéliens, en grande partie en raison de leurs expériences historiques différentes. Depuis 1945, le processus d'unification européenne tend, sinon à effacer les frontières, du moins à réduire considérablement leur valeur. L'important, pour les Européens, est beaucoup plus l'espace global et les échanges au sein de cet espace global que le respect et la défense de lignes de démarcation. «L'esprit de Schengen» parle d'échanges, de mouvements de population, de liberté d'établissement et liberté professionnelle, de flux commerciaux, etc. Pour les Israéliens, les frontières physiques, les interdictions de passage, les postes-frontières, les murs et les grillages sont toujours considérés comme essentiels à la sécurité du pays entouré d'ennemis implacables. Les Européens comprennent difficilement les exigences d'Israël en la matière et préféreraient raisonner en termes d'ouverture, d'échanges et de confiance.

**2.** Le contrôle des frontières de l'Etat palestinien avec les pays arabes voisins. Les différents gouvernements israéliens, quelles que soient leurs orientations, estiment que la sécurité durable d'Israël exige de continuer à contrôler les frontières entre le futur Etat palestinien et les pays voisins et ce, afin d'éviter les transferts d'armes et surtout le passage de terroristes. Pour Jérusalem, l'Etat juif devrait continuer à contrôler les points de passage entre la Cisjordanie et la Jordanie, entre la bande de Gaza et l'Egypte. Ceci signifie une mainmise sur la Vallée du Jourdain et sur les postes-frontières de la bande de Gaza avec l'Egypte, Rafah et Kerem Chalom. Les Européens comprennent mal et refusent un tel contrôle, d'abord parce qu'ils estiment que celui-ci porterait atteinte à la pleine souveraineté palestinienne et que ce problème devrait être résolu sur la base d'arrangements mutuels. D'un point de vue européen, ce concept de contrôle des points de passage paraît totalement anachronique.

**3.** Israël exige la démilitarisation du territoire palestinien ou du moins l'interdiction de certains types d'armements et voudrait limiter les

forces du futur Etat palestinien à des unités de police ou de gendarmerie, alors que les Européens jugent une telle limitation comme attentatoire à la souveraineté palestinienne.

4. Jérusalem-Est comme capitale? Du point de vue israélien, Jérusalem-Est, depuis la loi fondamentale édictée au lendemain de la Guerre des Six-Jours, reste la capitale réunifiée et éternelle de l'Etat juif, et il est hors de question de diviser à nouveau la ville. Tant le caractère symbolique et religieux de la ville que la sécurité de ses habitants exigent que Jérusalem soit considérée comme israélienne à tous égards. On sait que, pour renforcer son point de vue, Israël a construit et développé des quartiers juifs sur tout le pourtour de la ville et les ceint à présent du mur de sécurité. Sur ce point, les Européens soutiennent entièrement le point de vue palestinien, Dès 1967, ils ont refusé toute annexion de Jérusalem-Est et défendent unanimement le point de vue selon lequel la partie orientale de la ville devrait être la capitale du futur Etat palestinien. Aucun pays de l'OTAN ne possède d'ambassade à Jérusalem.

5. Depuis les Accords d'Oslo, certains en Israël ont pris conscience que toutes les colonies juives ne sont pas nécessaires à la sécurité d'Israël. Des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour affirmer que beaucoup de colonies de peuplement, petites, isolées, non viables, dangereuses, composées de quelques familles à peine, implantées au cœur même d'une population arabe violemment hostile, sont au contraire nuisibles à la sécurité durable d'Israël. Tel est le cas également des «avant-postes illégaux» que les colons ont multiplié dans les territoires occupés sans l'accord des gouvernements israéliens. De plus en plus de journalistes, d'intellectuels, d'hommes politiques demandent qu'Israël redéfinisse (ce qui n'a jamais été fait depuis 1967), la carte des colonies et des territoires que l'Etat compte conserver définitivement. L'idée se fait jour qu'Israël doit immédiatement, pour sa propre sécurité, démanteler certaines implantations. Encore une fois, il faut souligner le rôle que certains militaires ont joué dans cette prise de conscience: les hauts-gradés groupés dans l'Association «Paix et sécurité», Itzhak Rabin lui-même et surtout Ariel Sharon. Fait remarquable, lorsque le «père des implantations» a décidé en 2001 d'adopter cette ligne, il a entraîné une partie de l'opinion. Cette prise de conscience s'accompagne d'un nouveau danger, cette fois-ci interne,

représenté par une extrême-droite juive prête à user de violence pour s'opposer à tout abandon de colonies: assassinat d'Itzhak Rabin, réseau de terroristes juifs, attentats contre des mosquées.

6. La sécurité durable d'Israël n'est pas liée à un accord négocié avec l'adversaire. La thèse de l'unilatéralisme se renforce dans divers milieux dirigeants israéliens en l'absence de partenaire réel sur le long-terme. Cette idée a mené logiquement au désengagement unilatéral de Gaza en août 2005. Sur cette question, les membres européens de l'OTAN ont eu une attitude pour le moins ambiguë. En effet, la conception européenne s'oppose en principe à l'unilatéralisme puisque les Européens insistent sur la négociation, le dialogue, les concessions mutuelles et la réconciliation. D'un autre côté, les Européens s'opposent depuis très longtemps aux colonies juives dans les territoires occupés en 1967 et les considèrent comme le principal obstacle à la paix. Or, l'unilatéralisme fournit l'occasion d'un retrait israélien de ces territoires et du démantèlement de certaines colonies. Ceci explique que les Européens, comme les Américains, ont soutenu le retrait israélien de la bande de Gaza et du nord de la Cisjordanie, puisque cette solution représentait un moindre mal.

7. La nécessité absolue d'une séparation physique entre Israéliens et Palestiniens a conduit à la construction du Mur de sécurité, presque unanimement accepté en Israël. L'objectif de cette séparation physique est d'empêcher les attentats en territoire israélien. En Israël, la nécessité du mur est reconnue par la majorité de la population juive, sauf par l'extrême-gauche et une partie de la gauche sioniste (*Meretz*) qui estime que le mur ne fait qu'envenimer la situation, sans constituer un rempart efficace au terrorisme. Le tracé du mur, en particulier, est vivement critiqué à gauche car il empiète sur les territoires palestiniens, coupe ou encercle des villages, et sépare les agriculteurs palestiniens de leurs terres. Par conséquent, au lieu de porter atteinte au terrorisme, le mur augmenterait la frustration et pousserait les Palestiniens au terrorisme. Il est certain que le mur heurte de plein fouet la perspective européenne d'une paix durable au Moyen-Orient. Le mur/frontière est un pis-aller car il néglige les besoins vitaux des hommes, leur travail, l'accès à leurs maisons et à leurs champs, leur sécurité individuelle, l'espoir, l'accès au progrès. De plus, d'un point de vue européen, le mur ignore les racines

historiques, géographiques et économiques de la population affectée par sa construction. La perspective européenne est précisément qu'il faut apaiser les frustrations et ne pas en alimenter de nouvelles. Réconcilier les ennemis, soigner les blessures, ne pas créer de nouvelles séparations physiques qui déchirent les hommes, cette conviction bien ancrée parmi les membres européens de l'OTAN est difficilement conciliable avec le Mur de Sécurité. Ce à quoi les Israéliens répondent: la sécurité durable passe par la sécurité immédiate, même provisoire, face au danger des attentats. Un mur de béton peut toujours être détruit par la suite, rien ne dit qu'il doive être éternel.

8. La politique israélienne de lutte contre le terrorisme à l'occasion de la seconde *Intifada* de 2000-2004. En raison de l'omniprésence des médias internationaux, il n'y a guère de documents récents qui «exposent» la stratégie israélienne en matière de lutte contre le terrorisme. Il n'est pas sûr que la stratégie israélienne en la matière ait toujours été très claire et bien définie. Cela pose un problème, parce que si les objectifs de la lutte israélienne contre le terrorisme étaient clairement définis, les officiers, à tous les niveaux, seraient moins enclins à commettre des erreurs. A l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon en 2001, les objectifs israéliens ont commencé à être clarifiés de manière cohérente. La doctrine a évolué très graduellement par un processus de révision régulière, en tenant compte des erreurs commises.

Les trois éléments de la stratégie d'Israël contre le terrorisme sont:

- Changer la façon de voir du monde arabe et notamment des Palestiniens. Israël doit clairement exprimer qu'aucun retrait, aucune concession d'aucun ordre ne seront effectués «sous le feu» ou sous la pression du terrorisme, et le terrorisme ne modifiera jamais les positions d'Israël. La violence n'entraînera jamais de concessions. Israël ne doit rien faire qui puisse être présenté comme une capitulation face au terrorisme. Il faut rappeler aux Etats-Unis et aux Européens qu'ils devraient suivre l'exemple israélien. Ainsi l'évacuation des avant-postes ou des colonies juives dans les territoires sous la pression de la violence est perçue comme une capitulation.
- Quand le terrorisme aura cessé, et seulement alors, Israël sera prêt à négocier avec un leadership palestinien responsable. Le leadership

«actuel» (durant l'*Intifada*) n'est pas ce partenaire responsable. Israël doit simplement attendre la venue d'un leadership désireux de faire la paix. Il faut donc aider à changer de leadership palestinien, et montrer au monde que le leadership actuel a perdu toute légitimité. Israël ne négociera qu'avec une direction pour qui le terrorisme n'est pas une option, qui abandonnera le langage incendiaire contre Israël, réformera les livres de classe, luttera contre la corruption et saura se démocratiser. Ce leadership devra renoncer au rêve d'un retour massif des réfugiés de 1948.

- Israël est en état de légitime défense et il est seul responsable de la sécurité de ses citoyens. La légitime défense justifie l'emploi de tous les moyens, y compris la réoccupation des zones palestiniennes précédemment évacuées, parce que c'est depuis ces zones que les terroristes lancent leurs actions meurtrières. Telle est la justification qu'Israël a invoqué lorsque *Tsahal* a lancé l'opération «*homat magen*» (Mur de Sécurité) en avril 2002, après l'effroyable massacre de Pessah à l'Hôtel Park de Netanya. Les forces israéliennes sont entrées à Gaza à de multiples reprises après des actions terroristes, et Israël a toujours proclamé son droit d'arrêter et de frapper les terroristes où qu'ils soient: pénétration en territoire palestinien, arrestations sur place et liquidations ciblées, aucun type d'action ne doit être exclu *a priori*. Selon Israël, on a le droit de tuer des terroristes, à titre préventif, lorsqu'ils sont sur le point de commettre un attentat. Pour réussir, la lutte nécessite de contrôler le terrain afin d'obtenir le maximum de renseignements pour détruire l'infrastructure terroriste. Cela justifie aussi des méthodes d'interrogatoire musclées. Par ailleurs il faut empêcher la population locale d'aider les terroristes, y compris en se servant de leurs voisins (envoi des voisins à l'intérieur d'une maison où se trouve un terroriste, pour lui demander de se rendre, pratique d'ailleurs condamnée par la Cour suprême). Enfin, on a le droit de bombarder les populations civiles dans les zones où se cachent les bandes terroristes, dans les villages et les camps de réfugiés d'où ils envoient leurs roquettes sur les localités israéliennes

Le meilleur exemple de controverse sur la lutte contre le terrorisme est celui qui concerne les «liquidations ciblées». Israël a activement et ouvertement poursuivi cette politique depuis le début de la seconde *Intifada* en septembre 2000. En quoi consiste-t-elle? Il s'agit d'identifier, de localiser et d'éliminer des terroristes palestiniens en se

servant de méthodes très sophistiquées, à l'aide d'hélicoptères, d'avions, de navires, de tanks, de voitures piégées, de colis postaux et autres armes à feu. Des dizaines de Palestiniens recherchés par les forces israéliennes ont ainsi disparu.

En réalité, cette méthode existait bien avant la seconde *Intifada*. Elle a été mise en pratique avec plus ou moins d'intensité selon les époques. Quand la tension israélo-palestinienne était très forte, le nombre de liquidations ciblées augmentait (avec un sommet durant la seconde *Intifada*). Au contraire, en période d'apaisement, comme après la signature des accords d'Oslo, le nombre de liquidations ciblées a beaucoup baissé. Mais cette pratique contestée n'a jamais été officiellement répudiée, même si les autorités israéliennes reconnaissent rarement être à l'origine de ces assassinats.

Les justifications avancées par Israël en faveur de cette méthode de lutte contre le terrorisme sont multiples: semer la peur chez l'adversaire, empêcher les terroristes de circuler ou de se réunir librement, se venger d'auteurs d'attentats meurtriers, éliminer des chefs militaires difficilement remplaçables et causer une crise du leadership puisque quelques personnages-clé «tiennent en main» leur organisation. Israël a aussi cherché à éliminer les techniciens expérimentés, électroniciens ou chimistes, capables de fabriquer les engins ou les ceintures d'explosifs. D'un point de vue purement factuel, il est certain que la politique de liquidations ciblées a réduit la capacité des organisations terroristes à lancer des attaques, même s'il ne s'est agi que d'une réduction temporaire.

D'une façon générale, cette pratique est soutenue par une majorité d'Israéliens. Un sondage effectué par le journal *Maariv* en juillet 2001 montrait que 90% des personnes interrogées soutenaient cette politique, nettement plus que d'autres mesures prises par l'armée, comme les incursions en territoire palestinien ou les arrestations de masse, la construction du mur de sécurité, l'expulsion de Palestiniens de l'autre côté de la frontière. Pour beaucoup d'Israéliens cette méthode apparaît en parfait accord avec la règle de droit hébreu selon laquelle: «si quelqu'un vient te tuer, tu dois le tuer avant qu'il n'agisse».

Quant à la loi israélienne, le Procureur général des forces armées a précisé les conditions juridiques dans lesquelles une liquidation ciblée pouvait avoir lieu:

- avant qu'un terroriste soit «liquidé», une demande d'arrestation et de mise en jugement doit être adressée aux autorités palestiniennes, et l'Autorité doit avoir ignoré les appels des Israéliens;
- les Israéliens doivent être parvenus à la conclusion qu'ils sont incapables de l'arrêter eux-mêmes et de le faire passer en jugement;
- la liquidation doit être effectuée dans un seul but, clair et précis: empêcher une future attaque terroriste (et non sous prétexte de vengeance). Le terroriste doit être défini comme «une bombe sur le point d'exploser». La Cour suprême d'Israël, appelée à statuer selon ces critères, a rappelé l'exigence de ces trois conditions dans un jugement explicite. Dans ce jugement, la Cour a rejeté des appels visant à arrêter les liquidations ciblées et à les déclarer hors-la-loi. Si les conditions sont respectées, une liquidation peut avoir lieu et être considérée comme en accord avec la loi israélienne. Comprenant bien le problème moral que posent les liquidations ciblées, Israël a toujours essayé de «réduire» les dommages collatéraux et le nombre des innocents blessés ou tués à l'occasion des liquidations. L'objectif a constamment été réaffirmé: épargner la vie de civils innocents.

La lutte contre le terrorisme est l'un des points cruciaux de divergence entre les conceptions israéliennes et européennes. L'écart ne porte pas sur le principe lui-même, à savoir la nécessité absolue de lutter contre le terrorisme. Ce principe est évidemment accepté par les membres européens de l'OTAN qui ont, eux aussi, été victimes d'actes de terrorisme (Londres, Madrid, Paris). Les divergences portent sur les points suivants:

a- Une définition du terrorisme différente de celle des Israéliens.

La plupart des Européens ne sont pas d'accord pour définir les actions des Palestiniens contre des soldats israéliens et contre des colons dans les territoires comme des «actes de terrorisme», dans la mesure où les territoires palestiniens sont illégalement occupés par Israël. Les membres européens de l'OTAN parlent de «terrorisme» lorsque la violence frappe des civils en Israël même, à Tel-Aviv, à Jérusalem ou à Haïfa, ou en dehors d'Israël. Par contre, ils refusent d'appliquer ce terme à la violence dans les territoires. Là réside la divergence fondamentale. On peut dire d'une façon générale que, dans le cadre de la décolonisation et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Européens ont une nette tendance à donner une définition restrictive

du terrorisme, alors que les Israéliens ont tendance à en donner une définition extensive. Un cas célèbre est celui de la visite en Israël du premier ministre français Lionel Jospin qui, lors d'une conférence de presse à Jérusalem, avait qualifié le Hezbollah libanais d'«organisation terroriste» à la grande satisfaction de ses auditeurs israéliens. Il s'était fait rappeler à l'ordre par le président Jacques Chirac qui avait objecté que la politique française ne qualifiait pas la guérilla chiite de «terroriste».

b- Divergences concernant les concessions à faire (ou à ne pas faire) aux terroristes.

Etant donné qu'ils considèrent les colonies juives dans les territoires occupés comme illégales, les Européens affirment qu'elles doivent être évacuées. Quand des terroristes s'emparent de colons ou de soldats dans les territoires, les Européens manifestent une certaine compréhension à l'égard de leurs revendications. Ils ne conçoivent pas l'évacuation des colonies de peuplement, des avant-postes illégaux ou des camps militaires comme une «capitulation face au terrorisme». Israël doit procéder à l'évacuation même lorsque la violence palestinienne s'exerce.

c- Terrorisme et négociation.

Malgré les actes de terrorisme, et quelle que soit leur intensité, Israël doit négocier avec le leadership palestinien légitimement élu, si celui-ci est prêt à discuter. Israël ne doit pas «attendre», repousser les négociations à plus tard, prendre prétexte de la violence terroriste pour quitter la table des négociations, et arguer du terrorisme pour chercher à remplacer le leadership palestinien.

d- Moyens utilisés par Israël dans sa lutte antiterroriste.

Les membres européens de l'OTAN expriment des divergences profondes avec Israël sur ce point particulier. D'une façon générale, ils estiment qu'Israël use de moyens beaucoup trop violents - l'expression employée est «force disproportionnée»- et privilégie beaucoup trop l'emploi de la force armée contre les populations. A de nombreuses reprises, les Européens ont dénoncé le fait qu'Israël prenait les populations civiles en otage, soit en réoccupant des territoires ayant fait l'objet de retraits antérieurs, soit en bombardant les populations civiles sous prétexte qu'elles aident les terroristes ou ne les empêchent pas d'agir. Un cas récent est celui des tirs de roquettes sur les villes du Néguev (en particulier Sderot) à partir du

nord de la bande de Gaza en 2006. Les Européens considèrent qu'Israël a usé d'une force exagérée pour répondre à ces tirs en bombardant des zones de peuplement civil de Gaza.

Les Européens, comme l'ensemble de la communauté internationale et des membres de l'OTAN, y compris les Etats-Unis, s'opposent à la doctrine israélienne des liquidations ciblées. Les raisons avancées sont les suivantes:

- ces actes sont contraires au droit et aux conventions internationales. Les traités comme la coutume interdisent formellement tout assassinat. La Convention de 1937 pour la prévention et la répression du terrorisme tout comme la Convention de New York de 1973 constituent de bons exemples d'efforts en vue de codifier l'illégalité des assassinats. En droit international coutumier, le meurtre apparaît comme une conduite inacceptable. Dès les écrits de Grotius et de Vattel au 17ème siècle, l'assassinat sur ordre de l'Etat a été proscrit. On peut aussi évoquer l'*Executive Order* du *Church and Pike Committee* aux Etats-Unis prescrivant que «nulle personne employée ou agissant pour le compte du gouvernement des Etats-Unis ne doit pratiquer ou conspirer pour pratiquer des assassinats»;
- ces actes sont immoraux et contraires à l'éthique. Ils réduisent un gouvernement démocratique comme celui d'Israël à n'être qu'un gang de tueurs ou une mafia. D'ailleurs, le gouvernement israélien le sait très bien, puisqu'il se refuse systématiquement à commenter ses liquidations ou à admettre qu'il en est l'auteur. Il sait bien qu'elles ne sont pas tolérables sur le plan de la morale des nations;
- toute personne, même le criminel le plus endurci comme les chefs nazis au Procès de Nuremberg, a droit à un procès équitable et à être défendu par un avocat dans une procédure juridique régulière. Priver le criminel d'un procès, c'est pratiquer l'assassinat pur et simple;
- chaque fois qu'Israël frappe un terroriste, des innocents sont aussi frappés. La liquidation ciblée du leader du Hamas Shehada, en juillet 2002, a suscité une critique particulièrement vive en Europe après que 14 personnes innocentes qui se trouvaient à proximité (dont 9 enfants) aient trouvé la mort dans cette attaque;
- de plus, les Européens pensent que ces liquidations ne sont pas efficaces. Aucune preuve sérieuse n'existe selon laquelle les liquidations ciblées auraient réduit les menaces terroristes contre

Israël. En mai 2002, après quasiment deux années d'*Intifada* et de très nombreuses liquidations ciblées, le nombre de victimes israéliennes atteignait 500 personnes et continuait de croître. Pourquoi cette politique ne sert-elle à rien? Parce que les organisations terroristes sont très décentralisées et que la destruction de cellules n'a aucun impact sur les autres cellules, d'autant que le nombre de volontaires potentiels pour des attentats-suicide paraît illimité. Au contraire, disent les Européens, les liquidations ne font qu'augmenter le nombre de Palestiniens tués injustement et incitent aux représailles. En général, les liquidations sont suivies de réponses encore plus dures de la part des terroristes, ceux qui sont liquidés deviennent des *chahids* (des martyrs); en outre, cela ne fait qu'encourager de nouvelles recrues et renforcer la coopération entre les différentes organisations terroristes;

- certaines liquidations ont en fait éliminé des partenaires potentiels à des négociations futures avec Israël. Les forces israéliennes ont souvent éliminé des «politiques», des modérés, des hommes qui auraient pu, le jour venu, s'asseoir à la table des négociations. Si Israël cherche à n'épargner que les dirigeants palestiniens qui n'ont pas trempé de près ou de loin dans le terrorisme, qui restera-t-il?
- les liquidations ciblées, disent les Européens, sont un obstacle au processus de paix et à la reprise de négociations. Elles entraînent nécessairement un cycle de vengeance, de contre-actions, et de représailles;
- enfin, de la part d'Israël, le recours aux liquidations est très souvent l'expression d'un sentiment de vengeance, de rage, de colère, bref de sentiments destructeurs et impulsifs qui ne mènent nulle part. Les liquidations ciblées constituent un excellent exemple des divergences de conceptions entre Européens et Israéliens sur le poids relatif de la violence armée par rapport à d'autres moyens d'action comme la diplomatie et le dialogue, permettant d'éliminer les sources psychologiques, historiques, dont se nourrit le terrorisme.

9. Au cours des dernières années, à la suite de la première intervention israélienne au Liban, on a assisté à des changements très importants dans les conceptions stratégiques et militaires israéliennes. En effet, la première guerre du Liban, qui a duré plus de sept ans, a causé beaucoup de pertes chez les soldats israéliens. Une telle hémorragie est

devenue insupportable pour l'opinion israélienne. Cela reflète d'ailleurs l'évolution de la société israélienne, qui ne croit plus guère dans les valeurs du sacrifice et de l'idéologie combattante. L'évolution de l'opinion publique se traduit par son opposition grandissante envers les pertes humaines dans les rangs de Tsahal. Outre la professionnalisation de Tsahal, la réduction du service militaire, la diminution des catégories mobilisées, la suppression des réservistes, l'une des conséquences est le renforcement du recours à l'aviation et à l'artillerie, comme l'a montré de façon éclatante la seconde intervention israélienne au Liban durant l'été 2006. L'utilisation des frappes aériennes massives et des tirs d'artillerie en profondeur, en d'autres termes la «guerre à distance», va devenir l'instrument de prédilection des forces israéliennes. Le problème de cette stratégie à distance est évidemment l'immensité des destructions infligées à l'infrastructure civile de l'adversaire, exactement comme ce fut le cas au Liban. Ce changement dans le choix des armes apparaît très acceptable du point de vue israélien; il est très problématique du point de vue des Européens, pour qui la destruction des infrastructures civiles empêche toute forme de réconciliation.

**10.** Le soutien israélien à l'intervention américaine en Irak de mars 2003. Alors que la controverse entre les membres de l'OTAN faisait rage concernant l'intervention américaine, Israël a entièrement et totalement soutenu le point de vue de Washington et s'est enthousiasmé pour l'action des Etats-Unis. Comme on l'a dit à l'époque: on aurait eu du mal à trouver quelqu'un dans la rue en Europe, qui soutienne l'intervention, et on aurait eu du mal à trouver un passant, dans une rue d'Israël, qui ne soutienne pas l'intervention américaine. Le soutien israélien s'explique par deux raisons principales:

- 1- la première était le désir de voir tomber Saddam Hussein, considéré comme l'un des ennemis majeurs d'Israël au Moyen-Orient et comme un grave danger pour l'Etat juif. Il faut rappeler ici le soutien très actif de Saddam Hussein aux organisations terroristes agissant contre Israël, un soutien notamment financier. Il faut rappeler aussi que le territoire israélien a été directement visé par Saddam Hussein lors de la Guerre du golfe de 1991, et que des *Scuds* sont tombés sur Tel-Aviv. L'appui israélien à une guerre contre le régime de Saddam Hussein s'inscrivait dans le cadre plus général d'un soutien très ferme des Israéliens à la thèse du Président George Bush d'une

démocratisation généralisée, de gré ou de force, du «grand Moyen-Orient». L'idée sous-jacente est de provoquer des «révolutions démocratiques» et d'imposer la démocratie, un peu selon les modèles de l'Allemagne et du Japon après la Seconde Guerre mondiale, qui se sont démocratisés après leur défaite. Les Israéliens étaient entièrement d'accord avec l'idée de démocratiser et de stabiliser l'Irak, comme prélude à une démocratisation de toute la région. Il est vrai que la situation militaire d'Israël s'est améliorée avec la guerre d'Irak et la présence américaine dans ce pays. La chute de Saddam Hussein et la présence d'un régime pro-américain en Irak éliminait le risque d'une alliance entre la Syrie et l'Irak contre Israël, et la menace d'un front-est unifié comportant le risque de l'entrée de troupes irakiennes en Jordanie.

- 2- La seconde raison du soutien à l'intervention était qu'Israël a cru les rapports des renseignements attestant la présence d'armes de destruction massive en Irak. L'Etat d'Israël était persuadé que l'Irak avait fabriqué des armes chimiques et biologiques (ACB) au moins jusqu'en 1991, à une échelle industrielle. A la veille de l'attaque de mars 2003, une déclaration gouvernementale, rapportée par le *Jerusalem Post*, affirmait: «Bien que les évaluations des services de renseignement indiquent que la vraisemblance qu'Israël soit attaquée par l'Irak en cas d'une intervention américaine soit «très faible», le Commandement du Front arrière d'Israël a officiellement demandé aux Israéliens «d'effectuer aussitôt que possible toutes leurs préparations et acquérir des matériaux isolants et autres équipements. Ils doivent se constituer des espaces hermétiquement fermés pour le cas d'une attaque chimique ou biologique». Du point de vue de Jérusalem, l'action américaine s'inscrivait dans le droit fil de l'opération israélienne de destruction du réacteur irakien Osirak en 1981. La chute de Saddam Hussein signifiait, pour Israël, ne plus avoir à craindre les missiles irakiens. Elle constituait un signal fort pour d'autres régimes dictatoriaux qui pourraient être tentés d'attaquer Israël. La guerre d'Irak servait surtout de signal à la Syrie, qui se retrouvait complètement isolée, les analystes israéliens affirmant que la guerre d'Irak avait réduit sensiblement la menace syrienne.

Mais la raison principale du soutien israélien reste l'alignement global d'Israël sur les Etats-Unis, sans aucune possibilité de prendre ses

distances. Sur ce point, Israël se trouve aux antipodes des conceptions de la majorité des Européens. Du point de vue israélien, l'emploi de la force massive en Irak est justifié, alors que beaucoup d'Européens auraient souhaité l'usage de la diplomatie onusienne, de la persuasion, voire de sanctions purement économiques contre le dictateur irakien.

### 11. Evolution de la stratégie nucléaire israélienne.

Bien que la stratégie nucléaire israélienne n'ait jamais fondamentalement changé, la recherche de la bombe par Téhéran et la fin vraisemblable du monopole nucléaire israélien au Moyen-Orient ont entraîné l'examen de la possibilité d'une force de seconde frappe. En mai 2000, le journal *Haaretz* a publié un rapport selon lequel la Marine israélienne était en train de développer une force de seconde frappe basée sur les nouveaux sous-marins *Dolphins*. En juin 2000, le *Sunday Times* révéla qu'Israël avait effectué secrètement un test de missiles capables de porter des têtes nucléaires, à partir de deux *Dolphins* situés dans l'Océan Indien. D'après ce rapport, il s'agissait de simuler une seconde frappe après une attaque nucléaire de la part de l'Iran. Israël a nié ces révélations. Au lendemain de son élection au poste de premier ministre en 2001, Sharon a immédiatement déclaré «qu'il poursuivrait la politique israélienne traditionnelle», dont on sait qu'elle est fondée, en matière nucléaire, sur l'ambiguïté et le secret. Ainsi les débats sur toutes ces questions sont rarissimes et le sujet reste tabou. De temps à autre paraît un livre ou un article fondé sur des sources anonymes, malgré une censure particulièrement stricte. Ce n'est pourtant pas un sujet de dissensions entre Israéliens et Européens, ces derniers n'ayant jamais vraiment critiqué Israël dans ce domaine. Cependant, des dissensions très sérieuses existent sur les mesures à prendre pour essayer d'empêcher les Iraniens d'atteindre une capacité nucléaire offensive. Ce sujet est exemplaire: Israël souhaiterait une réaction internationale beaucoup plus dure, voire violente, et des sanctions particulièrement fortes et douloureuses contre l'Iran. Du point de vue de Jérusalem, c'est le seul moyen d'arrêter la bombe iranienne. Les Européens, eux aussi opposés au nucléaire iranien, privilégient la poursuite de négociations avec l'Iran et espèrent encore et toujours une solution par la voie diplomatique.

## **EPILOGUE**

### **DIVERGENCES STRATEGIQUES A L'OCCASION DE LA CRISE ISRAELO-LIBANAISE DE L'ETE 2006**

A la fin de mon séjour à Rome a eu lieu la guerre israélienne au Liban, suite à l'agression du Hezbollah en territoire israélien. Cette crise a été l'occasion de nouvelles dissensions et de différences d'appréciation entre Israéliens et Européens, toujours selon la même ligne de partage: usage de la force et diplomatie.

#### **1. Divergences sur la question humanitaire**

Pour les Européens, les problèmes humanitaires occupent aujourd'hui le premier plan: ils ont insisté sur le nombre de victimes civiles, de personnes déplacées, sur les destructions massives des équipements, sur la situation humanitaire dramatique, sur l'aide alimentaire et les couloirs humanitaires.

#### **2. Divergences sur l'intervention de la communauté internationale**

Pour les Européens, il était essentiel que la communauté internationale se mette d'accord sur les grandes lignes d'un arrangement politique entre Israël et le Liban. Ils ont insisté sur le rôle de l'ONU, sur les résolutions du Conseil de sécurité et sur le fait que, si des forces étaient envoyées, elles devraient l'être sous l'égide de l'ONU.

#### **3. Les Européens n'ont jamais cru à une solution militaire**

Ils ont critiqué Israël, selon une terminologie déjà bien rodée, pour son «usage disproportionné de la force».

#### **4. Les Européens ont été très réticents à un recours à l'OTAN**

Cette idée américaine et israélienne envisageait l'emploi de la force de réaction de l'OTAN (NRF) qui aurait été commandée par l'état-major du corps européen composé de l'Allemagne, de la France, de la Belgique et de l'Espagne.

## CONCLUSIONS OPERATIONNELLES

Le fossé actuel entre les conceptions israéliennes et européennes de la sécurité durable d'Israël n'est pas un fossé infranchissable. Au vu de l'histoire des relations mutuelles entre l'Etat juif et la composante européenne de l'OTAN, il semble possible de formuler des conseils opérationnels à l'un et aux autres.

### 1. Concernant Israël

1. L'un des grands problèmes d'Israël depuis sa création a été la place primordiale occupée par les militaires et les ex-militaires dans l'appareil de prise de décision. Les militaires ont très souvent pensé exclusivement en termes d'usage de la force même si certains, à un âge avancé, se sont tournés vers des solutions pacifiques (Rabin, Sharon, Barak). Etant donné la gravité des problèmes internes qu'Israël doit affronter, et étant donné le fait qu'une solution au problème israélo-palestinien passe forcément par des voies politiques, il est important que l'appareil de prise de décision passe aux mains de la société civile. Seul un leadership civil et l'étroite soumission de l'appareil militaire à ce leadership peut garantir que les solutions militaires ne seront pas systématiquement privilégiées.

2. Dans ce pays, le contrôle des choix militaires est très insuffisant. Israël manque d'un appareil de contrôle, politique, administratif et juridique capable d'empêcher l'appareil militaire de toujours choisir les solutions de force. A ce titre, les deux guerres du Liban, celle de 1982 et celle de 2006, sont exemplaires.

3. Dans ses choix budgétaires, Israël doit cesser de privilégier systématiquement le budget de la défense en négligeant les budgets affectés à la société civile (éducation, santé, culture, etc.). Tout le monde est d'accord, aujourd'hui, pour que le gouvernement révise complètement ses ordres de priorité budgétaire. Il est certain que lorsque l'argent de l'Etat est affecté à l'achat des armes les plus sophistiquées, les plus avancées et les plus chères, la tentation d'expérimenter ces armes sur le champ de bataille est particulièrement forte.

4. Israël devrait se donner le temps de la réflexion avant de faire appel aux solutions de force. L'exemple de la guerre du Liban déclenchée le 12 juillet 2006 montre que si le leadership politique s'était donné le temps de réflexion nécessaire, pesant le pour et le contre d'une action d'envergure, il est probable que des décisions plus sages auraient été prises.

5. Israël devrait développer une culture de la négociation, alternative aux solutions militaires. Une culture de la négociation, comme le préconise le camp de la paix israélien, reconnaît l'utilité du dialogue et des solutions qui ne reposent pas sur la force: médiation, bons offices, arbitrage, régulation collective, moyens juridiques, etc. Dans la mesure où Israël s'identifie à Massada, à une forteresse assiégée de toutes parts, l'Etat tend à privilégier l'usage de l'autodéfense face à ses ennemis. L'esprit de la négociation est quelque chose qui devrait s'enseigner dès le plus jeune âge dans les écoles et devrait atteindre, par le lycée et l'Université, les hautes sphères de l'administration et de l'armée.

6. Les Israéliens devraient s'appliquer à distinguer, chez leurs ennemis, les extrémistes des modérés. Vis-à-vis des extrémistes et des fanatiques, dont l'objectif déclaré est de détruire Israël, il est clair qu'il faut penser à l'usage de la force violente. Mais d'un autre côté, tant chez les Palestiniens que chez les Arabes en général, il existe des modérés, des tenants du compromis et de la conciliation, et Israël ne devrait pas systématiquement englober ces «politiques» dans le camp des ennemis avec lesquels aucune conciliation n'est possible. Même lorsqu'un mouvement comme le Hamas affirme ne pas reconnaître Israël, il n'est pas sûr que des voies discrètes de négociation ne puissent être empruntées.

7. Malgré ses liens extrêmement étroits et compréhensibles avec les Etats-Unis d'Amérique, son principal soutien et allié, Israël ne devrait pas rester dans une situation de «satellite», s'alignant automatiquement sur toutes les options et actions américaines. Ceci est vrai d'une façon générale, mais particulièrement avec la présidence de George Bush, dont les politiques et les stratégies sont éminemment contestées dans le monde. Il est certain qu'Israël, malgré ses habitudes fortement ancrées de suivisme, devrait prendre quelque distance à l'égard des choix de Washington et ne pas applaudir systématiquement à toute intervention américaine. Le cas de la guerre en Irak montre bien qu'Israël aurait dû manifester quelque circonspection, voire quelque réserve, et tempérer son

enthousiasme pour une politique qui est loin d'être une réussite. Ce que Jérusalem a du mal à saisir, c'est que l'amitié, l'identification, les valeurs communes et les liens privilégiés ne sont pas synonymes de sujétion. Il est faux de croire, comme l'immense majorité de la classe politique israélienne, que Washington attend toujours et en toute occasion de son allié un appui béat, aveugle et sans faille. D'autant que les Israéliens, lorsqu'ils analysent ce qui se passe à l'intérieur de l'OTAN, devraient se rendre compte de l'antagonisme fréquent entre les options américaines et les options européennes. Le soutien total et systématique aux options de Washington implique souvent pour Israël des liens conflictuels avec l'Europe.

8. Les Israéliens devraient, sans doute, développer une plus grande sensibilité à l'égard de l'humanitaire et des droits de l'homme, et trouver le point d'équilibre nécessaire entre les besoins réels de leur sécurité durable et la sécurité des autres. Les deux cas les plus flagrants, parmi ceux que nous avons évoqués dans ce rapport de recherche, sont celui des liquidations ciblées d'une part, et celui des destructions infligées au Liban d'autre part. Liquider un terroriste sur le point de poser une bombe qui risque de tuer des dizaines de personnes est parfaitement compréhensible. Par contre, les victimes innocentes tuées ou blessées à cette occasion sont intolérables. Cette prise de conscience doit être encouragée. De même, l'extrême sensibilité qu'a éveillé en Europe l'ampleur du désastre et la destruction des infrastructures civiles du Liban n'a pas été accompagnée d'une même désapprobation en Israël, sans doute parce que les Israéliens se considèrent toujours en danger d'annihilation. Reste qu'il faudrait sensibiliser aussi bien l'opinion publique que la classe dirigeante au fait qu'il existe des limites morales à ne pas dépasser. Dans le même ordre d'idée, les Israéliens ne devraient pas considérer toute ONG venue examiner la situation sur le terrain, dans les territoires ou au Liban, comme un ennemi. Il n'y a pas encore véritablement de culture des ONG en Israël, alors que c'est devenu un phénomène de société fondamental en Europe.

## **2. Concernant les membres européens de l'OTAN**

1. Malgré les côtés incontestablement positifs qu'a présenté le développement d'une «culture de paix» en Europe depuis 1945 (fin des guerres nationales, fin des luttes aux frontières et des convoitises

territoriales, etc.), on peut considérer comme inquiétante la répudiation systématique de tout usage de la force armée dans de larges secteurs de la population européenne, en particulier chez les jeunes. La guerre, l'emploi d'armes meurtrières, l'usage de la violence semblent avoir été totalement disqualifiés. L'observateur israélien de la scène européenne peut avoir l'impression que, pour les membres européens de l'OTAN, l'usage de la coercition armée a perdu toute légitimité, sauf dans des cas exceptionnels. En présence d'une crise internationale ou nationale, même extrêmement grave, et même lorsqu'un Etat ou un peuple est menacé dans son existence, les Européens semblent penser qu'il faut toujours négocier, toujours discuter, toujours essayer de trouver un moyen terme, toujours être prêts à faire des concessions, pour éviter à tout prix l'usage des armes, usage qui est ressenti comme une catastrophe en soi. Disqualifier l'emploi de la violence peut sans doute apparaître comme une évolution positive sauf dans les cas où une population est en danger d'annihilation. Or, malheureusement, les cas où l'usage de la violence peut être nécessaire peuvent encore exister. On en revient toujours à l'exemple d'Hitler et des années trente, quand l'Europe a beaucoup trop tardé à utiliser la force face à un dictateur fanatique aux objectifs bien arrêtés. Dans ces conditions, Israël peut-il être «sûr» que les Européens viendront à son secours si le besoin s'en faisait sentir? Israël peut-il faire confiance à des garanties européennes? L'exemple des tergiversations qui ont entouré l'envoi de la force multinationale au Liban à l'été 2006 n'est pas très encourageant.

2. Malgré les graves atteintes terroristes dont elle a souffert récemment, l'Europe ne semble plus guère avoir le sens de la menace. Du point de vue de l'observateur extérieur, elle considère n'être menacée par rien. L'Europe récusé le concept de «guerre globale contre le terrorisme». Le terrorisme ne lui paraît pas être, comme aux yeux des Américains, un phénomène global. Certes, la vague d'attentats contre des objectifs occidentaux reste problématique, mais beaucoup, en Europe, pensent que les moyens militaires ne peuvent en aucun cas venir à bout du terrorisme. Il faut comprendre, disent-ils, les racines historiques, sociologiques, culturelles et religieuses du terrorisme, les raisons de cette violence, afin de savoir comment en assécher les sources. Les Européens pensent que le terrorisme islamique provient, dans une large mesure, d'un sentiment de frustration des masses musulmanes, sentiment lui-même issu de la colonisation et du racisme dont elles ont été l'objet dans le passé. La

colonisation française en Afrique du Nord, au Liban et en Syrie, la colonisation britannique dans un grand nombre de pays du Machrek, la colonisation italienne, etc. seraient à la source de cette révolte. La tragédie palestinienne de 1948, la «*Naqba*», et l'injustice commise à l'égard de cette population sont très souvent considérées en Europe comme l'une des sources majeures du terrorisme actuel. D'où l'idée que la meilleure façon de vaincre le terrorisme islamique est d'essayer de mettre fin au sentiment de frustration des Musulmans et de réparer ce que le colonialisme a fait à ces masses dans le passé (ce qui manifeste un net sentiment de culpabilité de la part des Européens). A l'idée israélienne et américaine d'une lutte à outrance pour éradiquer les terroristes où qu'ils soient, sans chercher à comprendre ou à discuter, les Européens opposent l'idée selon laquelle il faudrait, d'abord, analyser les motivations des terroristes. En ce qui concerne le fondamentalisme islamique, l'Europe aura tendance, là encore, à l'analyser en termes de frustrations du passé, en grande partie causées par le colonialisme européen. On peut vivre avec le fondamentalisme islamique à condition de savoir comment le comprendre et en accordant aux musulmans des droits dont ils sont privés et qu'ils réclament de façon légitime.

De même concernant le nucléaire iranien. On peut certes avoir des opinions fort diverses quant au danger que représente la construction de capacités nucléaires à des fins militaires en Iran. L'Iran se donne-t-il ces capacités pour se préserver car il se sent en danger ou développe-t-il une politique d'agression? Mais même sans entrer dans cette question, le fait est que les masses en Europe ne perçoivent pas le nucléaire iranien comme «une menace». Sur tous ces points, le fossé entre Israël et les Européens est immense. Sans demander aux Européens d'en revenir aux peurs du passé, il serait quand même positif qu'un certain sens de la «menace» ou du «danger» soit restitué.

**3.** Dans l'imaginaire européen d'aujourd'hui, Israël est un satellite pur et simple des Etats-Unis. Dès lors, toutes les rancunes et les critiques appliquées en Europe à la politique de Washington sont systématiquement appliquées à Israël; Israéliens et Américains ne connaissent que la force, ne recherchent que leurs intérêts égoïstes, ont une vue simpliste du système international, ont tendance à tout voir en blanc et en noir, croient qu'il existe un soi-disant axe du Mal dans le monde, ne comptent que sur les armes, n'ont pas de souci humanitaire, n'analysent pas le contexte sociologique des crises, etc.

Nous avons critiqué plus haut le «suivisme» israélien à l'égard des Etats-Unis. Il reste toutefois que mettre sur le même plan les deux pays nous paraît erroné. Contrairement aux Etats-Unis dont l'existence en tant qu'Etat n'a jamais été mise en cause, et sûrement pas par les attentats du 11 septembre, l'existence de l'Etat d'Israël reste sujette à caution. Le fait que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad ait répété à plusieurs reprises son désir de voir Israël rayé de la carte montre bien que cette menace n'est pas purement théorique. Il faut que les Européens puissent séparer la problématique de survie et de sécurité durable d'Israël, qui correspond à des peurs bien réelles, de la politique internationale de George Bush.

4. Les Européens ne peuvent faire entendre leur voix sur la question de la sécurité durable d'Israël qu'à condition d'être à nouveau perçus par les Israéliens comme pouvant jouer le rôle d'«*honest broker*». Il ne s'agit bien sûr pas de soutenir des politiques de sécurité israéliennes qu'une bonne partie des Israéliens ne soutiennent pas eux-mêmes! Ce dont il s'agit, c'est que l'Europe soit à nouveau perçue par les Israéliens, par le peuple israélien, comme un médiateur honnête et juste. Tout ce que les Européens doivent faire en la matière, c'est exprimer une certaine empathie vis-à-vis de ce que ressentent les Israéliens, qu'il s'agisse des morts de l'*Intifada*, des agissements du Hezbollah à la frontière libanaise, des enlèvements de soldats, des tirs de roquettes en provenance de la bande de Gaza, et ne pas donner le sentiment qu'ils ne sont intéressés et émus que par le drame des Palestiniens et des Libanais. C'est à ce prix que les membres européens de l'OTAN peuvent à nouveau être entendus des Israéliens lorsqu'ils exposent leur conception de la sécurité d'Israël.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abu Lughod, Ibrahim (ed.). *The Transformation of Palestine*, Evanston, Illinois: Northwestern University Press, 1971.
- Allon, Yigal. "Israel: The Case for Defensible Borders," *Foreign Affairs*, 55, No. 1, 1976, 38-53.
- Alon, Hanan: *Countering Palestinian Terrorism in Israel: Toward a Policy Analysis of Countermeasures*, Rand Corporation, Santa Monica, USA, 1980.
- Asmus, Ronald D.: "Contain Iran: Admit Israel to Nato", *Washington Post*, 21 February 2006.
- Avineri, Shlomo. "Beyond Camp David," *Foreign Policy*, 46, 1982, 19-36.
- Avineri, Shlomo ed: *Israel and the Palestinians*, New York, St Martin's Press, 1971.
- Ball, George W. "The Coming Crisis in Israeli-American Relations," *Foreign Affairs*, 58, No. 2, 1979-80, 231-56.
- Bar-Simon Tov, Yaacov. *The Israeli-Egyptian War of Attrition, 1969-70*, New York: Columbia University Press, 1980.
- Begin, Menachem. *The Revolt: The Dramatic Inside Story of the Irgun*. Los Angeles: Nash, 1972.
- Beit-Hallahmi, Benjamin: *The Israel Connection: Who Israel arms and Why*, New York, Pantheon books, 1987.
- Ben-Gurion, David. *Israel: A Personal History*. New York: Funk and Wagnalls, 1971.
- Benvenisti, Meron. *The West Bank and Gaza Data Base Project: Interim Report*, No. 1. Washington: American Enterprise Institute, 1982.
- . *The West Bank Data Project: A Survey of Israel's Policies*, Washington: American Enterprise Institute, 1984.
- Bertram, Christoph: "Israel in Nato", *Boston Globe*, March 25, 2005.
- BESA Center for Strategic Studies, "Turkey-Israel Strategic Partnership", No. 42, April 1999.
- Bullocks, John. *The Making of a War: The Middle East from 1967 to 1973*, London: Longman, 1974.
- Cohen, Michael J. *The Origins and Evolution of the Arab-Zionist Conflict*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1987.
- . *Palestine: Retreat from the Mandate: The Making of British Policy, 1936-1945*. New York: Holmes and Meier, 1978.
- . "Sir Arthur Wanchope, the Army, and the Rebellion in Palestine, 1936," *Middle Eastern Studies*, 9, No. 1, January 1973, 19-34.

- Dayan, Moshe. *Breakthrough: A Personal Account of the Egypt-Israel Peace Negotiations*, New York: Knopf, 1981.
- Eban, Abba. *Abba Eban: An Autobiography*, London: Weidenfeld and Nicholson, 1978.
- , "Camp David: the Unfinished Business," *Foreign Affairs*, 57, No. 2, 1978-79, 343-54.
- Elazar, Daniel J. (ed.). *Judea, Samaria, and Gaza: Views on the Future*, Washington: American Enterprise Institute, 1981.
- Eytan, Walter. *The First Ten Years: A Diplomatic History of Israel*, New York: Simon and Schuster, 1958.
- Flapan, Simha. *The Birth of Israel: Myths and Realities*, New York: Pantheon Books, 1987.
- Freedman, Robert (ed.). *Israel in the Begin Era*, New York: Praeger, 1982.
- Greilsammer, Ilan. *La Nouvelle Histoire d'Israël*, Paris, Gallimard, 1998
- Halabi, Rafik. *West Bank Story*, New York: Harcourt Brace Jovanovich, 1982.
- Harkabi, Yehoshafat. *Palestine and Israel*, New York: Halsted Press, 1974.
- Herzog, Chaim. *The Arab-Israeli Wars*, London: Arms and Armour Press, 1982.
- Horowitz, Dan and Moshe Lissak. *Origins of the Israeli Polity: Palestine under the Mandate*, Chicago: University of Chicago Press, 1978.
- Hurewitz, J.C. *The Struggle for Palestine*, New York: Norton, 1950.
- Jiryis, Sabri. *The Arabs in Israel*, (Trans., Inea Bushnaq.) New York: Monthly Review Press, 1976.
- Kedourie, Elie. "Sir Herbert Samuel and the Government of Palestine," *Middle Eastern Studies*, London, 5, No.1, 1969, 44-68.
- Kedourie, Elie, and Sylvia Haim (eds.). *Palestine and Israel in the 19th and 20th Centuries*, London: Cass, 1982.
- Khalidi, Walid (ed.). *From Haven to Conquest*, Beirut: Institute of Palestine Studies, 1971.
- Kimche, David. *The Sandstorm: The Arab-Israeli Wars of 1967*, New York: Stein and Day, 1968.
- Lesch, Ann Mosley. *Arab Politics in Palestine, 1917-1939: The Frustration of a Nationalist Movement*, Ithaca: Cornell University Press, 1979.
- Lewis, Bernard. "The Arab-Israeli War: The Consequences of Defeat," *Foreign Affairs*, 46, No. 2, 1968, 321-35.
- Louis, William Roger. *The British Empire in the Middle East, 1945-51*, Oxford: Oxford University Press, 1984.
- Lustick, Ian. *Arabs in the Jewish State*, Austin: University of Texas Press, 1980.
- , *For the Land and the Lord: Jewish Fundamentalism in Israel*, New York: Council on Foreign Relations, 1988.
- Mandel, Neville J. *The Arabs and Zionism Before World War I*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1976.

- Monroe, Elizabeth. *Britain's Moment in the Middle East*, London: Chatto and Windus, 1981.
- Morris, Benny. *Birth of the Palestinian Refugee Problem*, Cambridge: Cambridge University Press, 1987.
- "Nato for Israel", *The Wall Street Journal*, 12 February 2006.
- "Nato and the Middle East", Roundtable with Gunther Altenburg, Uzi Arad, Christian Koch and Mohammed K. Shyyab, *Bitterlemons International*, Edition 6, Vol. 3, February 17, 2005.
- Peretz, Don. "The Arab Minority of Israel," *Middle East Journal*, 8, No. 2, 1954, 139-54.
- , "The War Election and Israel's 8th Knesset," *Middle East Journal*, 28, No. 2, 1974, 111-25.
- Peri, Yoram. *Between Battles and Ballots: Israeli Military in Politics*, New York: Cambridge University Press, 1983.
- Perlmutter, Amos. "Begin's Rhetoric and Sharon's Tactics," *Foreign Affairs*, 61, No. 1, 1982, 67-83.
- , "Begin's Strategy and Dayan's Tactics: The Conduct of Israeli Foreign Policy," *Foreign Affairs*, 56, No. 4, 1978, 357-72.
- Porath, Yehoshua. *The Emergence of the Palestine-Arab Nationalist Movement, 1918-1929*, London: Cass, 1974.
- Quandt, William B. *Decade of Decision: American Policy Toward the Arab-Israeli Conflict*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1977.
- Rabinovich, Itamar. *The War for Lebanon: 1970-1983*, Ithaca: Cornell University Press, 1984.
- Randal, Jonathan C. *Going All the Way: Christian Warlords, Israeli Adventurers, and the War in Lebanon*, New York: Vintage Books, 1983.
- Roth, Stephen J. (ed.). *The Impact of the Six-Day War*, New York: St. Martin's Press and Institute of Jewish Affairs, 1988.
- Safran, Nadav. *The Embattled Ally*, Cambridge: Harvard University Press, 1978.
- , *From War to War: The Arab-Israeli Confrontation, 1948-1967*, New York: Pegasus, 1969.
- Schiff, Zeev, and Ehud Ya'ari. *Israel's Lebanon War*, New York: Simon and Schuster, 1984.
- Shalom, Zaki: "Israel and Nato: Opportunities and Risks", *Strategic Assessment of the JCSS*, Tel-Aviv University, Vol.7, No. 4, March 2005.
- Schulman, Debra L.: "Periphery to Prominence: the Evolution of Turkish-Israeli Relations 1948-1998", Mphil.Thesis, Oxford University, 1998.
- Sid-Ahmed, Mohammed: "Egypt, Iraq and Israel in Nato", *Al-Ahram*, Weekly Issue, No. 663, November 6-12, 2003.
- Shlaim, Avi. *Collusion Across the Jordan: King Abdullah, the Zionists, and the Partition of Palestine*, New York: Columbia University Press, 1988.

- Teveth, Shabtai. *Ben-Gurion and the Palestinian Arabs: From Peace to War*, Oxford: Oxford University Press, 1985.
- Tillman, Seth P. *The United States in the Middle East: Interests and Obstacles*, Bloomington: Indiana University Press, 1982.
- Van Creveld Martin: «Nato, Israel and Peace in the Middle East», *Nato Review*, Winter 2005.
- Waxman, Don: “Turkey and Israel: A New Balance of Power in the Middle East”, *Washington Quarterly*, 22, 1, Winter 1999, pp. 25-33.

## 2005-2006 ISSUES / PARUS EN 2005-2006

[www.ndc.nato.int](http://www.ndc.nato.int)

### **No 19 – December 2006**

*Sécurité et stabilité dans le Sahel Africain*, Mehdi Taje

### **No 18 – November 2006**

*Russia's Quest for Strategic Identity*, Stanislav Secieru

### **No. 17 – October 2006**

*Defense Reform and the Russian Navy*, Yuri Krupnov

### **No. 16 – June 2006**

*A Roadmap for Ukraine's Integration into Transatlantic Structures*, Oksana Kozlovska

### **No. 15 – May 2006**

*NATO-EU Cooperation in Post-Conflict Reconstruction*

### **No. 14 – April 2006**

*Le Maghreb stratégique* (2ème partie)

### **No 13 – March 2006**

*Integrative Processes in the South Caucasus and their Security Implications*, Leila Alieva

### **No. 12 – February 2006**

*Promoting Sustainable Security- Promouvoir la sécurité durable*

### **Nos. 10 & 11– December 2005**

*The Role of the Wider Black Sea Area in a Future European Security Space*

### **No. 9 – November 2005**

*Security Strategies and their Implications for NATO's Strategic Concept*, K. H. Kamp, R. J. Art and G. Lindstrom

### **No. 8 – October 2005**

*When Suicide Bombing Reaches the Tipping Point*, Samuel Grier

### **No. 7 – June 2005**

*Long-Term Possibilities for NATO-Russia Naval Cooperation*, Igor Tarasenko

### **No. 6 – June 2005**

*Le Maghreb stratégique* (1ère partie)

### **No. 5 – March 2005**

*Security Strategies: NATO, the United States and the European Union*



Après des études à la Faculté de droit de Paris, à Sciences-Po Paris et un doctorat en sciences politiques de l'université de Paris 1-Panthéon Sorbonne, Ilan Greilsammer enseigne, depuis 1972, au département de Science politique de l'université Bar-Ilan à Tel Aviv, où il occupe la chaire de Politique Comparée. Il est également directeur du Centre de recherches européennes dans cette même université. Parmi ses publications on compte plusieurs ouvrages traduits en plusieurs langues consacrés à la politique européenne et israélienne. Il a aussi publié plus d'une centaine d'articles dans des revues de science politique, de stratégie et de relations internationales. En Israël il est très actif dans le débat sur l'usage de la force versus l'option de la négociation.